



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1967 JEUDI 20 MARS 2014

Élections

Vers l'évaluation à mi-parcours de l'opération de fiabilisation du fichier électoral

La première phase de cette opération a concerné les vingt antennes de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) dans la province du Bandundu et à Befale dans celle de l'Équateur. Les 958 préposés à la collecte des données dans le Bandundu ont été tous déployés dans les 862 groupements et 84 communes. Les secrétaires exécutifs provinciaux de la Céni déployés il y a plus ou moins un mois dans cette partie du pays sont attendus à Kinshasa pour l'évaluation à mi-parcours de ladite opération relative à la fiabilisation du fichier électoral et à la stabilisation des cartographies opérationnelles.

Au terme de l'évaluation, les secrétaires exécutifs provinciaux seront déployés dans leurs provinces respectives pour la phase 2 de ladite opération qui intéresse également les partenaires au processus électoral congolais parmi lesquels la Monusco à travers son unité électorale.

Page 18



Le siège de la Céni à Kinshasa

Kinshasa

La capitale accueille la troisième conférence IPAD RDC sur le pétrole et le gaz

Cette nouvelle édition organisée en partenariat avec le ministère congolais des Hydrocarbures se tiendra du 10 au 11 septembre à l'hôtel Fleuve-Congo. Pour l'heure, la période des préparatifs qui s'étendra jusqu'au 28 mars vise à garantir tout le succès de ce grand rendez-vous des industries extractives en RDC. Les divergences non aplanies sur l'opportunité de poursuivre l'exploration dans le parc des Virunga, classé patrimoine mondial et dont les ONG nationales et internationales ne veulent pas voir la société pétrolière Soco poursuivre son exploration, seront sans doute au centre des discussions.

L'opportunité est ainsi offerte de faire le point sur le niveau d'exécution des recommandations de la deuxième édition de l'IPAD RDC pétrole et gaz forum sur fond des inquiétudes exprimées sur la loi sur les hydrocarbures.

Page 20



Une vue du lac Kivu

PARC DE VIRUNGA

Le gouvernement ne convainc pas la société civile

Les ONG du secteur considèrent que l'atelier organisé sur la problématique de l'exploitation et production pétrolière dans les aires protégées n'a pas favorisé des discussions sérieuses. Pour ces organisations, ces travaux n'ont servi qu'à exprimer le point de vue du gouvernement. Elles ont toutefois émis le souhait de voir le gouvernement, la société civile et les organisations internationales se mettre autour d'une table en vue de la recherche d'une solution concertée.

Pour l'État congolais, l'exploitation pétrolière ne représente pas un danger. Elle est plutôt, selon lui, source de développement. De leur côté, la société civile et les ONG internationales, ont déclaré ne pas se dresser contre l'exploitation pétrolière, ont souligné que leur opposition concerne plutôt la gestion des aires protégées dont le parc de Virunga en passe d'être exploité au mépris des lois du pays et des conventions ratifiées par la RDC.

Page 19

JUSTICE

Une épée de Damoclès sur Miss Vodacom Saison 3

Le procès qui oppose Charly Kadima à Vodacom est de nouveau d'actualité à quelques semaines du lancement de la nouvelle édition de la célèbre télé-réalité. Vu que la plaidoirie prévue le mois prochain a l'intention de tabler sur sa surséance, une menace de suspension pèse sur Miss Vodacom saison 3 dont la phase d'inscription a pris fin le week-end. Le Général manager d'Avalon Image s'est dit convaincu d'obtenir réparation. Les raisons ayant motivé le jugement rendu au premier degré l'an dernier ne tiennent pas, selon lui.

L'on se demande combien de temps va encore durer cette affaire. L'appel en cours intervient près de quatre ans après le procès entamé à l'époque de la saison initiale de Miss Vodacom. La question reste pendante à moins d'un mois du lancement de la saison 3 prévue en date du 11 avril prochain.

Page 18

50^e COUPE DU CONGO DE FOOTBALL/PRELIMINAIRES

Dragons en finale contre Arc-en-ciel

La finale des préliminaires de la 50e édition de la Coupe du Congo de football pour la ville de Kinshasa opposera l'AS Dragons de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfkin) à la formation d'Arc-en-ciel de l'Entente urbaine de football de Kinshasa (Eufkin), une des divisions inférieures de la capitale. L'AS Dragons de Kinshasa a accédé en finale après avoir battu en demi-finale l'équipe d'Africana Express par un but à zéro. Dans l'autre demi-finale, Arc-en-ciel menait par un but à zéro face à l'AC Rangers lorsque les supporters de cette équipe ont pénétré sur l'aire de jeu et passé à tabac le corps arbitral. La Ligue de football de Kinshasa s'est vue obligée d'infliger un forfait à l'AC Rangers dont les supporters étaient à l'origine de l'arrêt du match. Le vainqueur des préliminaires de Kinshasa va représenter la capitale à la phase des poules de la Coupe du Congo de football.

Page 21

ÉDITORIAL

Coup d'envoi

C'est donc ce soir, à 18 heures précises, que sera inauguré à Paris le trente-quatrième Salon international du livre de Paris et que, simultanément, le stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo, qui en est l'un des points de rencontre les plus fréquentés, accueillera ses premiers invités.

Placé au cœur du Parc des expositions de la porte de Versailles, ce stand – notre stand, rappelons-le avec fierté – rappellera au monde que l'Afrique en général et l'Afrique centrale en particulier sont certainement aujourd'hui l'un des lieux les plus créatifs de la planète dans le domaine de la littérature, de l'art, de la poésie. En témoigne l'incroyable richesse des œuvres qui d'année en année viennent enrichir le patrimoine culturel de l'humanité et que les grands médias internationaux commencent tout juste à découvrir.

Quatre jours durant, des visiteurs de toutes origines se presseront dans le superbe espace aux couleurs de la forêt qui est devenue la marque de ce stand à tous égards attirant. Ils regarderont les milliers de livres qui y sont présentés, écouteront les dizaines d'écrivains et de poètes qui se succéderont dans l'espace réservé aux débats, découvriront une Afrique qui vit, pense, imagine, crée, redécouvre son histoire, se projette dans l'avenir, juge le monde. Ils y entendront aussi des musiciens donner une idée de leur talent, de leur capacité à conjuguer le passé et le présent, à marier hier et aujourd'hui.

Du discours d'Henri Lopes, qui ouvrira les bannières ce soir à la remise du Prix Stéphane-Hessel décerné par Radio France International et qui les fermera lundi prochain, la liste est longue des rencontres qui marqueront sur le stand la nouvelle édition du Salon international du livre de Paris. Et tout aussi longue sera la liste des écrivains qui y prendront la parole, d'Henri Lopes à Calixthe Beyala en passant par Marie Darrieussecq, Alain Mabanckou, Gabriel Okoundji, Léonora Miano, Éric Orsenna et bien d'autres auteurs dont nos lecteurs trouveront la liste dans ce numéro de leur quotidien.

Est-il nécessaire de saluer le travail de fourmi assumé tout au long des douze derniers mois par l'équipe du groupe Livres et Auteurs du Bassin du Congo afin que cette édition soit plus vivante encore, plus passionnante encore que les précédentes ? La réponse est évidemment « oui », car la manifestation qui débute aujourd'hui à Paris projette du Congo l'image d'un pays qui a fait de l'écriture l'un des moteurs de son émergence.

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNANCE POLITIQUE

Des intellectuels passent au crible le concept de social-démocratie

Le cercle de réflexion et d'échanges « Le Café du savoir » a récemment organisé un débat sur la social-démocratie. Le principal orateur était Marion Madzimba Ewango, enseignant de droit à l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville. Il a introduit le sujet à travers une série d'interrogations.

Les intervenants à ce débat étaient des hommes politiques, majorité présidentielle et opposition, et des étudiants. Parmi les interrogations phares formulées par les conférenciers, on retiendra celles-ci : Comment peut-on expliquer qu'au Congo, on trouve les partis politiques sociaux-démocrates dans l'opposition et la majorité ? Pourquoi dans la manière de gouverner, les dirigeants congolais ne parviennent-ils pas à concilier l'idéologie de leur parti à la pratique quotidienne ? Pourquoi la plupart des formations politiques congolaises se réclament-elles de la social-démocratie ? Autant de questions qui ont suscité des échanges riches et fructueux. Au cours du débat, un constat a été unanimement fait. Il a porté sur les partis politiques congolais qui tissaient des alliances non pas sur la base de leurs idéologies mais pour des considérations d'intérêts inavoués. À ce propos, l'ancien ministre Martin Mberi a interpellé le président du Parti républicain et libéral, Nicéphore Fylla de Saint Eudes, et le représentant du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (Mcdi) à développer un libéralisme économique qui pourrait aider l'économie congolaise à aller de l'avant. Ceci, au lieu de se perdre en contractant des alliances contre nature avec les partis sociaux-démocrates.

En réalité, ont convenu de nombreux intervenants, les organisations politiques se réclamant de la social-démocratie devraient former une coalition politique nationale pour ennoblir le débat politique au Congo. Un débat



De gauche à droite Serge Ikiemi, Camille Bongo, Marion Madzimba Ewango et Martin Mberi (© DR).

qui doit se fonder non pas sur les partis politiques, souvent identifiés à leurs leaders, mais sur l'idéologie. D'ailleurs, une amorce de cette démarche vient d'être faite, a rappelé le député de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), Honoré Sayi, lors de la récente signature de l'alliance des sociaux-démocrates du Congo.

Qu'en est-il de la gouvernance publique ?

Sous le régime d'un parti politique d'audience social-démocrate, de nombreuses contributions ont relevé le fait que l'homme, qui est pourtant au centre de la production dans un système socialiste, ne bénéficie pas au Congo des richesses qu'il engendre. Il se pose donc, ont-ils constaté, le problème de redistribution équitable de la richesse nationale dans notre pays.

À ce niveau des débats, une interrogation, aussi fondée que pertinente, a traversé les esprits de la majorité des participants. Devrions-nous changer la forme de gouvernance ou les acteurs politiques ? La réponse a été proposée, en partie, par l'ancien ministre Martin Mberi qui pense qu'avant tout, les Congolais doivent se

battre pour créer une nation solide et efficace. Les autres aspects de problème, qui ne sont que des conséquences, trouveront des solutions par eux-mêmes.

L'intérêt du « Café du savoir » ?

Dans son mot introductif, Serge Ikiemi, initiateur du Café du savoir, a redit à l'assistance que cet espace de débat citoyen, constructif et évolutif, se voulait un lieu d'échanges et d'informations.

Autrement, y sont proscrits : les attaques interpersonnelles et les règlements de compte politique. Le Café de savoir, a signifié Serge Ikiemi, peut s'organiser de deux manières : des débats publics et des échanges fermés. L'objectif étant de créer un dialogue proactif entre les Congolais de toutes les obédiences politiques, philosophiques et religieuses.

L'aréopage d'intellectuels et cadres politiques présents à ce débat a formulé le souhait de voir la classe politique congolaise prendre ses responsabilités et envisager de changer son modèle de gouvernance politique en vue de propulser le Congo vers un développement tous azimuts.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service),

Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service),

Luca Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat :

Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de

la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces :

Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet,

Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel

Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble

Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

André Obami-Itou : « Notre parti poursuit l'objectif de servir l'intérêt général »

La journée du 18 mars, journée du souvenir pour le Parti congolais du travail (PCT) et le peuple congolais, a fait réagir André Obami Itou, président du Sénat et membre du bureau politique de ce parti.

Parlant des 37 ans de la disparition

Itou.

La crise au sein du MNR a donné naissance à une triple alliance « cadres-intellectuels, Défense civile et armée » qui aboutit au mouvement du 31 juillet 1968, d'où le lancement du Conseil national de la ré-



André Obami-Itou

du commandant Marien Nguabi, son fondateur, il a déclaré qu'aujourd'hui, comme hier, l'objectif poursuivi par ce parti est qu'il soit toujours un parti créé pour servir le peuple et promouvoir l'intérêt général. André Obami Itou, qui avait coanimé la veille du 18 mars, une tribune télévisée avec Maurice Claude Malela Soba et Jean-Pierre Ngombé, tous responsables de ce parti et anciens collaborateurs de l'illustre disparu, est revenu pour Les Dépêches de Brazzaville sur le parcours de Marien Nguabi. Il a notamment évoqué la création du Mouvement national de la révolution (MNR) en 1964, dans lequel le jeune capitaine Marien Nguabi fut l'un des représentants de l'armée : « Avant la révolution des 13-14 et 15 août 1963, Marien Nguabi avait enrichi son cursus politique à travers les expériences tirées de ses séjours au Cameroun et en France », souligne André Obami

volution avec l'objectif de créer à terme un parti d'avant-garde, a-t-il poursuivi. Le PCT verra le jour, le 31 décembre 1968. André Obami-Itou ajoute également que contrairement à certaines versions entendues, Marien Nguabi n'avait pas pris les armes pour renverser le président Alphonse Massamba-Débat. « Avec d'autres cadres, il était question qu'Alphonse Massamba-Débat reste président de la République et que le CNR soit dirigé par Marien Nguabi. Le président Débat n'a pas accepté cela ».

Quand à savoir ce que représente le 18 mars pour lui et les militants du PCT, André Obami Itou répète la devise de celui-ci : « Tout pour le peuple, rien que pour le peuple », disant qu'en dépit du fait que les détracteurs la caricaturent, le PCT ne se départira pas de son engagement à œuvrer pour le bien-être de tous.

Gankama N'Siah

CENTRE DE RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE

La configuration des laboratoires préoccupe la tutelle

Le directeur général du Centre de recherche géologique et minière (CRGM), Hilaire Élenga, l'a exprimé lors de la visite qu'il a effectuée, à Djiri, à avec les experts français du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM).



Les deux délégations visitant le siège du CRGM

En effet, les laboratoires du Centre de recherche géologique et minière (CRGM), devraient être construits de sorte à prévoir un système d'évacuation des eaux polluées qui sortiront notamment des ateliers de sillage, de traitement des roches et des analyses chimiques.

« La préservation de l'environnement est l'une des précautions que la tutelle nous a demandé de prendre en compte pour éviter de perturber le système de captage d'eau de Djiri qui est tout proche d'ici. On essaie de voir avec nos experts, comment prendre toutes les dispositions allant du stade de préparation des échantillons jusqu'au traitement », a déclaré le directeur général du CRGM, Hilaire Élenga qui a révélé qu'il faut, sur le plan pratique, adapter les installations aux types de travaux qui y seront menés.

Une préoccupation pour le directeur de l'Environnement et du risque naturel au CRGM, Romuald Mambou. Pour lui, tous les paramètres seront respectés en vue de

contribuer à la politique de développement durable.

« Les échantillons seront traités et les déchets qui y sortiront seront récupérés et retraités pour éviter de polluer l'environnement. Nous sommes dans un contexte qui peut être non polluant », a-t-il indiqué encourageant la qualité des travaux exécutés, et ceux en cours, les experts français ont dit leur volonté d'accompagner le Centre congolais de recherche géologique dans son développement avec un accent sur le choix du matériel et leur installation dans les cinq laboratoires.

« Nous sommes contents de voir que nos collègues sont en train de développer un centre bien proportionné. Nous allons les accompagner dans le développement et l'installation des appareils afin que ce centre devienne opérationnel », a indiqué le manager au laboratoire du Brgm, Xavier Bourd.

Des recherches engagées

Bien qu'étant installé dans un siège provisoire, le Crgm a engagé

récemment les recherches qui visent à mieux connaître le sous-sol congolais. Il s'est agi, pour les chercheurs, d'identifier et caractériser des géomatériaux disponibles à travers le territoire national. La zone de Makoua, dans la Cuvette-Ouest, a été la première zone cible.

« Jusqu'à présent les propriétés des argiles du Congo ne sont pas très bien connues. Les études qui ont été faites sont encore embryonnaires à cause de la faiblesse des équipements. En dehors de la propriété physique, l'argile contient aussi des propriétés mécaniques, magnétiques et électriques », a indiqué le directeur de l'Information scientifique et technique, Thimotée Ntsongo, avant d'ajouter que la découverte d'autres minerais pourrait attirer davantage d'investisseurs.

Avant cette visite à Djiri, où se construit le centre, Hilaire Élenga a eu des échanges avec les experts du BRGM, le 18 mars à Brazzaville.

Lopelle Mboussa Gassia

POLITIQUE FORESTIÈRE NATIONALE

Les experts examinent la version 1 du document

La deuxième réunion du comité de pilotage du projet « Appui à la formulation de la politique forestière nationale », organisée les 19 et 20 mars à Brazzaville, permettra aux participants d'examiner la version 1 du document de la politique nationale et le budget de fonctionnement du projet.

Le directeur du cabinet du ministre de l'Économie forestière et du Développement durable, Michel Elenga, a présidé hier, au Centre d'information des Nations unies, les travaux de cette réunion qui regroupe les parties prenantes de la plateforme multi-acteurs chargée d'exécuter ce projet. Selon l'assistant du représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Marius Saya-Maba, la politique forestière nationale devra servir de cadre de référence à



toutes les interventions présentes et futures dans ce secteur. Il a également rappelé que dans le cadre de ce projet, quatre produits étaient attendus : l'initiative du processus de formulation de la politique forestière ; la réalisation d'un diagnostic du secteur forestier ; la définition des objectifs et

soumis à votre appréciation. Cette session constitue donc une étape cruciale et ultime de ce processus de formulation de la politique forestière nationale », a-t-il précisé. Marius Saya-Maba a, par ailleurs, au nom du représentant de la FAO au Congo, Dieudonné Kouguiyagda, exhorté les participants à ne ménager aucun effort dans l'examen minutieux de cette proposition qui deviendra désormais le document de référence par excellence du secteur forestier. « Dans cette perspective, on peut penser que l'objectif que nous nous sommes fixé au début du processus, à savoir la formulation du document d'orientation de la politique forestière du Congo, est en train de se réaliser », a-t-il conclu. Ouvrant les travaux, Michel Elenga a rappelé que le deuxième comité de pilotage du projet se tenait un mois après le premier, qui

avait permis à ses membres d'examiner la version zéro du document de politique forestière nationale et de faire le point de l'exécution du projet. La présente réunion, a-t-il souligné, permettra, d'une part, d'examiner la version 1 qui a pris en compte les amendements du dernier comité de pilotage, et de faire le point de l'exécution du budget du projet, d'autre part. « Cette version en examen sera présentée prochainement aux membres du groupe de travail multi-acteurs au cours de l'atelier national de validation. » En effet, ce document, dernier produit attendu du projet, marque la fin du processus de formulation de la politique forestière nationale. Son élaboration nécessite l'implication des cadres et acteurs de terrain. a rappelé le directeur de cabinet.

Parfait Wilfried Douniama

AVIS DE VACANCES DE POSTE N°

POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE SUIVI EVALUATION DE LA COORDINATION TECHNIQUE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE PROJET R8 TUBERCULOSE – SUBVENTION COG-810-G02-T

I – Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Congo met en œuvre depuis 2011 la subvention COG-810-G02-T Round 8 du projet de Renforcement et Promotion de la stratégie DOTS. La Coordination technique, la gestion financière et comptable ainsi que la passation des marchés du projet avaient été confiée au Ministère de la santé et de la population, récipiendaire Principal.

La première phase de ce projet qui devrait être clôturée au 31 décembre 2012, a été prolongée exceptionnellement de six mois pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 2013 en attendant la mise en vigueur de la phase 2.

Ce projet qui a donné les résultats satisfaisants sur le terrain lors de la première phase, vient de bénéficier d'une seconde phase en co-financement avec le Gouvernement Congolais pour une durée de 3 ans.

Ainsi, le Ministère de la Santé et de la Population à travers son unité de gestion du projet, souhaite utiliser une partie de ces fonds pour le recrutement d'un Responsable en Suivi Evaluation.

II – Position hiérarchique

Le Responsable Suivi Evaluation est placé sous la responsabilité du Coordonateur de l'unité de gestion du Ministère de la Santé et de la Population.

III – Tâches et Responsabilités

Le Responsable Suivi Evaluation aura pour principale mission de rendre compte de la stratégie de suivi et évaluation des plans opérationnels des activités menées par les bénéficiaires secondaires, préparer les rapports d'activités et des résultats pour le compte des partenaires et du Fonds Mondial. Collecter, centraliser, publier et assurer la qualité des données. Ces activités permettront également un renforcement des capacités nationales en termes de Suivi et Evaluation et l'échange des expériences acquises dans les forums internationaux:

Spécifiquement, il s'agit de

- Développer et mettre à jour les plans de Suivi et Evaluation dans le cadre des stratégies nationales ;
- Contribuer à la gestion des relations avec les sous bénéficiaires ;
- Préparer les données du Suivi et Evaluation pour les rapports trimestriels ;
- Valider le Suivi et Evaluation des rapports trimestriels ;
- Apporter un appui technique pour l'implantation des plans de Suivi et Evaluation ;
- Participer à la planification annuelle des visites de terrain ;
- Participer à la négociation des attachements et à l'implantation des modifications ;
- Participer à l'élaboration du système de Suivi et Evaluation de l'approvisionnement médical
- Contribuer au bon déroulement des activités et la remise des rapports dans les délais requis ;
- Veiller à la délivrance des résultats dans les temps impartis, etc...

Le détail des Termes de référence est à retirer au siège de la CTAF.

IV – Qualification

Les candidats potentiels au poste devront présenter (ou remplir) les conditions de candidature ci-après :

- Etre titulaire au moins d'un diplôme (Bac+5) en Statistiques, Sciences Sociales, Santé Publique, Médecine, Economie, Planification, ou tout autre domaine similaire ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins dans le domaine de Suivi/Evaluation
- Avoir une bonne connaissance des procédures du Fonds Mondial ;
- Avoir le sens de travail en équipe et la capacité à travailler sous pression dans un environnement
- Avoir la maîtrise des logiciels d'enquête épidémiologique/ statistiques (SPSS, EpiInfo) ;
- Avoir un esprit d'analyse, de synthèse, de diplomatie ; être un bon communicateur, organisé, méthodique et avoir une bonne capacité d'écoute ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique ;
- Ecrire et parler couramment le Français et avoir une connaissance de l'Anglais.

VI. Composition du dossier de candidature

Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes :

1. Une lettre de motivation pour le poste;
2. Un curriculum vitae daté de moins d'un (1) mois;
3. Les photocopies certifiées des attestations ou diplômes obtenus ;
4. Les photocopies des certificats ou attestations de travail des principaux employeurs ;
5. les références de trois (03) personnes ou employeurs antérieurs qui connaissent le candidat et pourraient être consultés pour avis
6. Le certificat de nationalité et le casier judiciaire datant moins de 3 mois;

VII. Condition d'emploi

Le contrat du Responsable Suivi Evaluation est d'une année renouvelable avec une période d'essai de six mois et sera signé par le Ministre de la Santé et de la Population. La rémunération sera fixée sur la base des qualifications du candidat et des taux applicables pour les consultants nationaux.

VIII. Dépôt des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature devront être adressés au plus tard le 28 Mars 2014 à 16 heures sous plis fermé, avec la mention « avis de vacances de poste pour le recrutement du Responsable Suivi Evaluation à l'adresse ci-dessous : Ministère de la Santé et de la Population/Direction des Ressources Financières/Coordination Technique, Administrative et financière des Projets tuberculose et Paludisme (CTAF)

134, Avenue Maréchal LYAUTEY en Face du Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville (siège unité de gestion MDA/ projet de mise à l'échelle de la moustiquaire imprégnée d'insecticide)

Tél : 00242 06 979 03 15/, E-mail : emekamamina27@yahoo.fr

Brazzaville. République du Congo

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

À propos de la Francophonie

□ « La langue française ne se veut pas langue de domination, mais une langue de médiation, médiation entre les organisations sœurs, - lusophone, hispanophone, arabophone, anglophone -, médiation entre les langues partenaires de nos pays membres ».

Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Oif, Le Soleil, le 15 mars 2014

□ « Si la langue française est ce qu'elle est, non pas dans son terroir, mais sur la planète, elle le doit, pour une bonne part, au fait que des Africains l'utilisent. »

Henri Lopes, écrivain et diplomate (République du Congo), afrik.com, 11 mai 2000

□ « La littérature francophone est un grand ensemble dont les tentacules enlacent plusieurs continents. (...) La littérature française est une littérature nationale. C'est à elle d'entrer dans ce grand ensemble francophone. »

Alain Mabanckou, écrivain, République du Congo, article publié par Tirthankar Chanda, RFI, le 13 mars 2009

□ « La Francophonie doit apparaître, à travers la langue française, patrie commune, comme le moyen par excellence de recueillir les fruits de la modernité sans sacrifier l'héritage fondamental, mais en le valorisant, comme la chance historique de faire échec à l'uniformisation..., comme une chance rendue à la liberté par la sauvegarde de la diversité. »

Tétu, M. (1997) : Qu'est - ce que la Francophonie ? Vanves, Hachette - Edicef, p. 9

□ « Nous, les Francophones d'au-delà l'Hexagone, nous devons être tout aussi sévères pour les néologismes que nous sommes amenés à inventer... »

L. S. Senghor, cité par René Gnalega, Maître-Assistant au département de Lettres Modernes, université d'Abidjan à Cocody, dans la revue Éthiopiennes n°69 du 2ème semestre 2002

□ « En demeurant passifs, les responsables politiques des nations francophones se font complices des violations du règlement intérieur de l'ONU et des droits culturels qu'elle reconnaît et promeut. »

Dominique Hoppe, Président de l'Assemblée des fonctionnaires francophones des organisations internationales (Afofi), Le Monde diplomatique, octobre 2012.

MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE

Les cadres de la Lékoumou édifiés sur les projets retenus

Impatients de voir leur département s'arrimer à la modernité, à l'image d'autres, des cadres natifs de la Lékoumou ont rencontré le 18 mars, à Brazzaville, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya.

La rencontre a permis de passer en revue l'ensemble des projets retenus pour développer ce département. Dans son exposé liminaire, le ministre Jean-Jacques Bouya a fait savoir aux cadres de la Lékoumou que deux types de travaux étaient prévus dans leur département, comme cela se fait partout ailleurs. Il s'agit des projets dits « préfectoraux » et « grands travaux ».

Dans l'exécution de ces deux types de projets, a souligné Jean-Jacques Bouya, la priorité est accordée aux grands travaux, lesquels sont essentiellement liés à la fête du 15-Août. Ils concernent la construction en urgence et dans les délais du palais présidentiel, dans lequel le chef de l'État va loger, et de l'aéroport avec tous les équipements, pour faciliter le transport des

personnalités vers la localité. Dans le même temps sera construit le boulevard qui abritera le défilé civil et militaire ; le stade omnisports dans lequel se jouera, en présence du chef de l'État, la finale de la Coupe du Congo, dans la soirée du 15 août. Il est également prévu la construction des infrastructures d'adduction d'eau potable ainsi que la connexion de la ville de Sibiti sur le réseau électrique de Moukoulou. Par ailleurs, plusieurs voies urbaines seront construites dans cette fourchette de temps pour rendre plus fluide la circulation dans l'ensemble de la ville. Parlant des projets préfectoraux, le ministre a expliqué que la municipalisation étant un processus, les chantiers seront exécutés progressivement jusqu'à leur terme, tant à Sibiti que dans les chefs-lieux des districts.

« Nous sommes donc tombés d'accord pour accompagner ce processus afin que la grande transformation qui a gagné, gagne et continue toujours à gagner la conscience des populations de ce département, et fasse l'objet d'une véritable appropriation », a souligné Marcel Mbani, l'un des natifs de la Lékoumou.

Au cours des échanges, le président du comité technique a invité les cadres de la Lékoumou à conscientiser les propriétaires terriens, afin qu'ils adoptent un comportement patriotique, qui ne porte pas préjudice au processus d'expropriation.

La délégation de la Lékoumou était conduite par Thierry Mougalla, président du comité de suivi de la municipalisation accélérée de ce département.

Firmin Oyé

ACTION HUMANITAIRE

Sophie Léocadie Odou à la tête de la coordination de l'AHIR Brazzaville

L'Association humanitaire internationale Le Regard (AHIR) a mis en place, le 14 mars à l'hôtel de la préfecture, le bureau de la coordination de Brazzaville, dirigé par Sophie Léocadie Odou.

Composé de onze membres, le bureau de la coordination œuvrera dans les départements du Pool, des Plateaux et de Brazzaville. Sur le plan humanitaire infantile, l'AHIR compte créer des centres de formation et d'éducation socio-professionnels ainsi que des centres de loisirs pour les enfants vulnérables. « Notre souhait est de faire en sorte que nous puissions faire de l'humanitaire autrement,

c'est-à-dire en s'appuyant sur le savoir-faire, donc en créant des cadres spécifiques pour les enfants vulnérables. L'AHIR doit réfléchir au quotidien pour prendre soin des enfants de la rue, déscolarisés, orphelins, des personnes du troisième âge, veuves, veufs et des femmes seules », a affirmé Sophie Léocadie Odou.

L'association humanitaire nécessite des moyens financiers conséquents pour pouvoir répondre à toutes ces préoccupations. « Comme toute autre association, nous obéissons à la loi de 1901. Le Regard vit des cotisations de ses membres, des dons et des

legs » a ajouté Sophie Léocadie Odou.

L'Association humanitaire internationale Le Regard est axée sur la situation de l'enfance dans le monde entier. Elle est apolitique, à but non lucratif, laïque, caritative et autonome. Le Regard lutte par ailleurs contre le tourisme, l'esclavage et l'exploitation sexuelle des enfants orphelins, démunis.

Rappelons que le siège de l'AHIR est à Hambourg, troisième ville de la République fédérale d'Allemagne. En Afrique, l'association est basée à Lomé au Togo, et à Pointe-Noire au Congo.

Fortuné Ibara



INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP05	Comment répondre à un appel à projet des bailleurs de fonds: outils, technique et pièges à éviter	5 jours	03 au 07 mars 2014
GMP02	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	15 jours	03 au 21 mars 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	17 au 21 mars 2014
EP15	Perfectionnement en Excel	4 jours	24 au 27 mars 2014
EP04	Assurer la fonction d'Assistant (e) de direction	5 jours	24 au 28 mars 2014
EP05	Techniques de rédaction administration	5 jours	24 au 28 mars 2014
MDP01	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTPO2	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMP07	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTPO7	Maîtriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTPO3	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation et perfectionnement	10 jours	Nous Contacter



Appel à candidature

Assistant Administratif et Financier (H/F)



Contexte :

Le Parc National d'Odzala Kokoua (PNOK), situé au nord-ouest de la République du Congo, couvre une superficie de 1.354.600 hectares et comprend plus de 100 clairières, des populations de gorilles et d'éléphants. Depuis 2011, le PNOK est géré par la Fondation Odzala Kokoua, organisation créée suite à l'accord de partenariat signé entre African Parks et le Gouvernement du Congo pour le financement et la gestion durable de ce Parc durant une période de 25 ans.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'appui à la surveillance et à la valorisation du Parc National d'Odzala Kokoua financé par l'Union Européenne, la Fondation Odzala Kokoua, disposant des structures opérationnelles (Conseil d'Administration et Unité de gestion) recherche un(e) Assistant(e) Administratif et Financier.

Lieu d'affectation :

Quartier Général du Parc à Mbomo

Missions

Sous la supervision générale du Directeur du Parc et la supervision directe du Chef de Service Administration et Finance le titulaire du poste exécutera les tâches suivantes :

- Suivre l'exécution des plans de travail et des budgets ;
- Effectuer le suivi administratif nécessaire à la mise en œuvre des activités.
- Participer à la rédaction des rapports financiers et des rapports narratifs
- Préparer et payer les salaires
- Préparer les demandes de paiements (caisses et banques)
- Tenir le livre caisse;
- Tenir le journal de caisse;
- Préparer les documents nécessaires au bon déroulement des audits
- Rédiger les profils de postes
- Participer au processus de sélection des candidats
- Elaborer et gérer les contrats du personnel ;
- Honorer les obligations auprès de la CNSS et de l'administration des impôts
- Gérer les problèmes sociaux des travailleurs
- Suivre les dossiers d'importation
- Effectuer toutes les autres tâches confiées par la Direction et le Chef de Service Administration et Finance

Profil recherché

- Minimum BAC+3 en comptabilité et gestion des entreprises
- Justifier d'au moins 2 ans d'expérience dans l'administration
- Être rigoureux et respectueux,
- Être capable de travailler aussi bien de façon autonome qu'en équipe
- Être capable de gérer les priorités
- Avoir la maîtrise de Word, Excel et de l'environnement Windows
- Avoir un niveau intermédiaire en anglais (Reading, speaking and writing)

Dossier de candidature

- Composition du dossier : Lettre de motivation, CV avec photo, copie certifiée conforme de diplôme et copie des certificats de travail des précédents postes occupés (les précédents employeurs seront contactés et les diplômes seront vérifiés)
- Adresse de dépôt de candidature : 227, rue Campel, ravin du Tchad, plateau centre ville ou guy1@african-parks.org
- Contact : 05 351 80 97
- Date limite de dépôt de candidature : 4 avril 2014



DISTRICT DE NYANGA / NIARI

Les populations touchées par les maladies cardio-vasculaires

Le constat a été fait par le président de la commission Santé, Affaires sociales, Famille, Genre et Environnement du Sénat, Clobert Ibinda qui a effectué une descente parlementaire à Nyanga, dans le département du Niari.



Clobert Ibinda (© DR).

Cette descente visait à mener une campagne de dépistage volontaire et gratuit de l'hypertension et hypotension artérielle, du diabète chez les personnes du troisième âge ainsi que le déparasitage des enfants de 0 à 5 ans.

Cette campagne, qui s'est déroulée du 1^{er} au 6 février, a montré que l'hypertension artérielle et le diabète étaient des maux dont souffrait la majorité de la population du district. En effet, sur une population cible de 1 000 personnes, 814 ont été dépistées, 196 personnes (24,07%) étant hypertendues et 31 personnes (3,80%) hypotendues. Quant au diabète, sur 698 personnes dépistées, 62 sont diabétiques soit 8,88% de cet échantillon.

Face à ces résultats, Clobert Ibinda a lancé un appel au gouvernement, aux ONG de santé, aux confessions religieuses, aux hommes d'affaires, aux parlementaires et autres forces à s'impliquer dans la lutte contre ces maladies.

Outre cette campagne, le sénateur, en sa qualité de membre du comité central du Parti congolais du travail (PCT), s'est entretenu, le 13 février, avec les responsables des bureaux des secrétariats des organes intermédiaires et de base du PCT au sujet des élections locales.

Josiane Mambou Loukoula

BOUENZA/LÉKOUMOU

1.839 cas de maladies ont été dépistés chez les enfants

Les directeurs départementaux de la Santé ont procédé, la semaine dernière à Sibiti et à Loudima, au nom de la direction générale de la Santé, au lancement officiel de la 3^e campagne de dépistage systématique des maladies en milieu scolaire.

Sur 6.428 enfants examinés, 1.839 cas de maladies ont été dépistés, soit un taux de 28% dans les deux départements. Il s'agissait au cours des visites, d'examiner tous les enfants en milieu scolaire ; de rechercher l'albumine et le sucre dans les urines des enfants ; de déparasiter systématiquement tous les enfants ; de dépister les anomalies et les maladies ; de traiter tous les cas bénins ; enfin, de transférer les cas graves vers les structures de prise en charge. Cette campagne visait, entre autres, l'amélioration de l'état de santé, la réduction de la morbidité et de la mortalité chez les enfants scolarisés afin de contribuer à l'amélioration des conditions d'apprentissage. Ainsi a-t-il été constaté que la suspicion de bilharziose vient en tête des maladies ou anomalies sévissant chez les enfants scolarisés dans la Bouenza, avec un taux de 19% sur l'ensemble des anomalies dépistées, suivie des hernies ombilicales dans la Lékoumou (18%). On note aussi des cas de carie dentaire (17%). Le dépistage systématique a été réalisé sur tous les enfants examinés. Cette campagne va se poursuivre à Ongoni (Plateaux), Liranga (Cuvette), Kellé et Itoumbi (Cuvette-Ouest).

Guillaume Ondzé

SANTÉ

Une rencontre sur le suivi des activités liées au VIH/sida

Dans le souci de s'approprier les principes de Gestion axée sur les résultats (GAR) en matière de lutte contre le VIH/sida en milieu professionnel, un atelier de renforcement des capacités a été ouvert le 18 mars à la préfecture par Laguerre Nganga Bouka, conseiller au Travail du ministre d'État, Florent Ntsiba.



Les participants

Avec le financement du Bureau international du travail (BIT), cet atelier a réuni les représentants de nombreuses institutions, ceux du Système des Nations unies, des syndicats et des ministères. L'objectif visé est de s'approprier les nouveaux outils du BIT dans la lutte contre la pandémie du sida au sein du monde du travail, ainsi que les principes de partenariat public-privé. Pendant trois jours, les enseignements porteront sur les techniques de mobilisation des ressources financières au niveau local et sur les échanges d'expériences au niveau du décaissement de fonds dans les institutions.

Plusieurs communications seront développées sur des thèmes divers tels que : la situation nationale du VIH/sida en République du Congo ; les grandes articulations de la politique nationale de lutte contre le VIH/sida et le monde du travail ; le recueil des directives pratiques de l'OIT et le monde du travail ; la Gestion axée sur les résultats. Le directeur de l'Organisation interna-

tionale du travail (OIT) de Kinshasa, Hervé Sea, a expliqué, dans son mot de circonstance, que cet atelier permettra aux participants de rédiger un projet de lutte contre le VIH/sida en milieu du travail, de comprendre les mécanismes de GAR ainsi que de formuler des décisions sur la maladie. S'adressant aux participants, Hervé Sea a rappelé : « Depuis 2010, nous procédons à l'organisation d'ateliers, non seulement pour élaborer le document de politique nationale de lutte contre le VIH/sida et le monde du travail de la République du Congo, mais aussi pour vous former à l'acquisition des connaissances et com-

pétences en matière de lutte contre cette pandémie au sein de vos entreprises respectives. »

Ouvrant les travaux, le conseiller au travail du ministre d'État, Laguerre Nganga Bouka, a quant à lui indiqué : « La politique nationale de lutte contre le VIH/sida en milieu du travail a renforcé le dispositif législatif en matière de protection des droits des personnes vivant avec le VIH/sida. » Par ailleurs, il a dégagé l'importance de l'atelier, à savoir l'obtention des connaissances sur les stratégies et les activités de coopération du BIT.

Lydie Gisèle Oko

POTO-POTO

Le PCT met fin à son programme d'assainissement des rues

Lancée le 4 février par Ferréol Constant Patrick Gassakys, président de la section 3 du Parti congolais du travail (PCT) dans le quartier 34, l'opération de salubrité et de remise de bacs à ordures aux populations de la circonscription a pris fin le lundi 17 mars.

La clôture de cette première phase du programme d'activité 2013-2014 du volet assainissement a été présidée par le responsable de la section, Constant Patrick Gassakys, secondé par le

secrétaire chargé de l'organisation et de la mobilisation, Gilles Denguet Atticky.

Elle est intervenue un mois après quatre opérations d'assainissement et de remise de poubelles aux populations. Dans les dix cellules de la circonscription, représentant huit rues — les rues Luin-gui, Djouké, Lénine, Mboko Bandza, Bakoukouya, des Martyrs et l'avenue Marien-Ngouabi —, soixante-quatorze bacs à ordures sont désormais à disposition, soit sept poubelles par cellules.

Intitulé « Nettoyons chaque jour nos ruelles et devant nos maisons », ce programme œuvre à renforcer la lutte contre l'insalubrité en encourageant les populations à adopter des comportements éco-citoyens.

« Nous venons de clôturer le plan que nous avons lancé. Pendant un mois, nous avons été à pied d'œuvre pour essayer d'assainir nos collecteurs et nos ruelles. La zone concernée était celle du quartier 34, plus précisément celle située entre la rue Mbochi et Lénine. L'objectif était de prêter main-forte aux pouvoirs publics, en l'occurrence la municipalité de Brazzaville », a déclaré le président de la section 3 du PCT. Il a souligné que l'opération visait à regrouper les jeunes et à rappeler les devoirs civiques incombant à chacun, notamment en prenant conscience du danger de vivre dans un milieu insalubre et entouré d'immon-dices. « Nous souhaitons que la politique soit intensifiée par les services compétents », a-t-il conclu.



Le curage des caniveaux

Rock Ngassakys

Store
OFIS

21.5"

Nouveau
LENOVO Edge 72z
712 500 FCFA HT

Livré avec Pro 64

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Extension garantie 2 ans
sans payer d'abonnement
90.000 FCFA HT

Installation Biométrique
100.000 FCFA HT

Info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

OFIS TRAINING
Center

- Initiation Biométrique de base pour la suite MICROSOFT OFFICE 2013. Une demi journée de formation.
- Extension de garantie 2 ans retour Abellier. Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassaou Ngassou Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications



FEDERATION DES MUCODEC

Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit

Les Assemblées Générales des Caisses Locales MUCODEC se tiendront en mars 2014.
Sociétaires, votre voix compte ! Venez choisir vos élus locaux et ainsi participer activement à la vie de votre Caisse Locale.

DELEGATION BRAZZAVILLE – POOL - LIKOUALA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 4 mars	14 heures	Moungali	Palais des congrès
Mercredi 5 mars	14 heures	Makélékélé	
Jeudi 6 mars	14 heures	Plateau des 15 ans	
Vendredi 7 mars	14 heures	Ouenzé	
Samedi 8 mars	09 heures	Bacongo	
Lundi 10 mars	14 heures	Talangaï	
Mardi 11 mars	14 heures	Poto - Poto	
Mercredi 12 mars	14 heures	Brazza Centre	
Jeudi 13 mars	14 heures	CCF	
Vendredi 14 mars	14 heures	Tsiémé	
Samedi 15 mars	09 heures	La Gare	
Lundi 17 mars	14 heures	Kinkala	Salle MATSOUA
Mardi 18 mars	14 heures	Impfondo	Salle des fêtes de la Préfecture
DELEGATION POINTE- NOIRE -- KOUILOU – NIARI – BOUENZA - LEKOUMOU			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Mouyondzi	Maison commune
Mercredi 12 mars	14 heures	Madingou	Préfecture
Jeudi 13 mars	14 heures	Nkayi	Salle SARIS
Vendredi 14 mars	14 heures	Sibiti	Maison commune
Samedi 15 mars	09 heures	Dolisie	Salle ENI
Lundi 17 mars	14 heures	Fond Tié - Tié	Forum MBONGUI
Mardi 18 mars	14 heures	Grand Marché	
Mercredi 19 mars	14 heures	Mvou - Mvou	
Jeudi 20 mars	14 heures	Tié - Tié Centre	
Vendredi 21 mars	14 heures	Loandjili	
Samedi 22 mars	09 heures	Centre Ville P/N	
Lundi 24 mars	14 heures	Tchimbamba	
Mardi 25 mars	14 heures	Tchikobo	
DELEGATION PLATEAU – CUVETTE - SANGHA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Djambala	Maison de la femme
Mercredi 12 mars	14 heures	Gamboma	Bar Maison Blanche
Jeudi 13 mars	14 heures	Boundji	Bar MOLOMBA
Vendredi 14 mars	14 heures	Ewo	Salle du Conseil Départemental
Samedi 15 mars	14 heures	Owando	Réfectoire ENI d'Owando
Lundi 17 mars	14 heures	Oyo	CEG SASSE IPA
Mardi 18 mars	14 heures	Makoua	Salle des sœurs
Jeudi 20 mars	14 heures	Ouessou	Lycée
Vendredi 21 mars	18 heures	Ngombé	Siège du Comité du village
Samedi 22 mars	14 heures	Pokola	Ecole primaire
Mercredi 26 mars	14 heures	Mossaka	Bar KOUMOUS

Rejoignez-nous !

CONGO-RUSSIE

Une exposition photos sur les 50 ans de coopération

La salle des ambassadeurs du Palais du peuple de Brazzaville a accueilli, ce 19 mars, une exposition photo sur le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Congo et la Fédération de Russie.

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, entouré des corps constitués nationaux et internationaux, l'a visitée. Côté russe, on a vu une forte délégation du personnel de la mission diplomatique conduite par l'ambassadeur Youri Romanov.

Quarante huit photos au total, portées chacune sur un piédestal, ont permis de reconstituer la trace de cette relation russo-congolaise scellée le 16 mars 1964. À juste titre, une copie du communiqué portant établissement de ces liens et échange de représentations diplomatiques entre les deux parties y est affichée. Il fut signé, côté congolais, par Charles Ganao, alors ministre des Affaires étrangères de la République du Congo (Brazzaville) et côté, non pas russe mais soviétique, par André Gromyko, son homologue de (souvenez-vous !) l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS).

On peut noter cet extrait : « À la suite des pourparlers qui ont eu lieu à Moscou, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS et le ministre des Affaires étrangères et de l'Information de la République du Congo (Brazzaville), s'inspirant du désir de développer des relations de coopération



Denis Sassou N'Guesso et Vladimir Poutine

entre les deux pays, conformément aux principes de la coexistence pacifique, du respect mutuel de la souve-



Marien Ngouabi avec Leonid Brejnev

raineté et de l'intégrité territoriale, d'égalité et de la non-ingérence dans les affaires intérieures l'un et

l'autre, ont décidé d'établir les relations diplomatiques... Et d'échanger de représentations diplomatiques au niveau d'ambassades dans les meilleurs délais... ».

Un autre texte de référence représenté en photo est la lettre du président du Conseil des ministres de l'URSS, Nikita Khrouchtchev, au président et Premier ministre de la République du Congo, Fulbert Youlou.

Dans cette correspondance datée du 14 août 1960, donc un jour avant la proclamation de l'indépendance de l'ex-Congo français, « Les peuples de l'Union soviétique se félicitaient de la naissance d'un nouvel État indépendant ». On connaît, à l'époque de l'écroulement des empires coloniaux, l'appui apporté par l'URSS et les États-Unis d'Amérique aux

ex-colonies pour leurs indépendances.

La suite de cette activité qui se poursuivra au ministère des Affaires étrangères est une série de photos, sur lesquelles, on voit, tour à tour, Alphonse Massamba-Débat, mais aussi Abel Toley-Ganga, premier ambassadeur du Congo en URSS, Claude Ernest Ndalla, Henri Lopes, Marien Ngouabi et Denis Sassou N'Guesso en compagnie de Léonid Brejnev et de bien d'autres dirigeants de l'ex-URSS. Puis encore Denis Sassou N'Guesso avec Vladimir Poutine lors d'une visite officielle du chef de l'État congolais en Russie, en 2012. Après cinquante ans de coopération, le Congo et la Russie sont d'avis qu'ils doivent renforcer leurs échanges dans plusieurs secteurs.

Notons que les cinquante ans de l'amitié entre Brazzaville et Moscou sont célébrés au moment où la Russie et ses partenaires occidentaux sont en conflit sur l'avenir de l'Ukraine. Le rattachement de la Crimée à la Russie, à l'issue du référendum du 16 mars, est au cœur d'une escalade verbale qui pose ses bases physiques à travers des sanctions ciblées de l'autre partie contre les dirigeants russes.

La diplomatie internationale s'enrhume sans doute, puisque l'on n'a pas vu l'ombre d'un seul ambassadeur occidental en poste à Brazzaville à la cérémonie du palais du peuple. De source protocolaire, des invitations avaient bel et bien été adressées aux intéressés.

Gankama N'Siah



Alphonse Massamba Débat et le cosmonaute Titov

UN RÉSEAU SANS ÉGAL POUR RELIER L'AFRIQUE AVEC LE RESTE DU MONDE



La plus jeune flotte, 200 vols quotidiens, 79 destinations sur 5 continents, 21 900 connexions sur le réseau Star Alliance, Récompensée par de prestigieux Awards.

Visit us at www.ethiopianairlines.com or call us Tel: 00242-222810766



Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

> **Acer Aspire E1-570**

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

> **Acer Celeron (Rouge et Gris)**

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

> **Acer Aspire V5-131**

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

AMC Telecom

VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à

123.000 FCFA

Bénéficiez d'une Connexion Haut Débit

de 1 Mbps à partir de **30.000 FCFA**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, République du Congo
 Pointe-Noire : Avenue Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com
 Web : www.amc-telecom.com

50 ANS DE DIPLOMATIE CONGO-RUSSIE

Des personnalités évaluent et projettent la coopération culturelle

Pour célébrer le cinquantenaire des relations entre le Congo et la Russie, de nombreuses activités sont organisées à Brazzaville à l'instar de la table ronde animée au Centre culturel russe de Brazzaville.

Ici, plusieurs personnalités dont l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo, Youri Romanov ; le conseiller spécial du président de la République du Congo, Claude Ernest Ndalla ; et la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, ont expliqué le bien-fondé de cette coopération. Pour Claude Ernest Ndalla, la coopération avec la Russie a été non seulement politique mais aussi économique, puisque grâce à la Russie, le Congo a pu avoir les mines de Dienguilé et de Yangakoumbenda. C'est grâce à cette coopération, les Congolais ont découvert le cuivre de haute teneur (6%) dans leur sous-sol.

Dans le cadre de la formation, la Russie a formé beaucoup de cadres congolais qui exercent tant dans l'armée que dans les administrations et les institutions de la République. La Russie continue à former les Congolais dans tous les domaines. Le domaine sportif n'échappe pas car pendant les Jeux africains, les Congolais avaient un entraîneur soviétique, Sakalov, qui avait déjà entraîné à Oniesk. Le cas du volley-ball dont l'entraîneur venait de l'équipe natio-

onale féminine de l'Union soviétique pour aider le Congo à conquérir la médaille au volley-ball, pendant les premiers jeux africains.

Intensifier les échanges culturels Pour le directeur du Centre culturel russe (CCR), Serguei Belyaev, les relations diplomatiques ne se limitent pas seulement à la diplomatie culturelle, mais elles concernent toutes les institutions. Serguei Belyaev a ajouté qu'il est prévu des cérémonies officielles liées à ce cinquantenaire au nombre desquelles l'exposition photos, ouverte hier à Brazzaville. Quant aux activités du CCR, le directeur de cet espace a déclaré qu'ils se préparent à faire participer un groupe russe au festival Feux de Brazza. « *Compte tenu de nos facilités, notre participation va devenir traditionnelle dans toutes sortes de manifestations internationales au Congo. Parce que la culture musicale est très importante pour les pays africains. Sur ce plan, je pense que si nous nous orientons sur les priorités de notre activité, la musique est probablement très importante. Nous ferons venir à Brazzaville un groupe musical russe. J'espère que cela concernera aussi le festival panafricain de musique qui aura lieu en 2015. Signalons enfin qu'il n'y a pas de journalistes russes ici et non plus de journalistes congolais en Russie. C'est quelque chose*



Une table ronde organisée au Centre culturel russe de Brazzaville.

qu'il faut réparer le plus vite possible.», a poursuivi Serguei Belyaev.

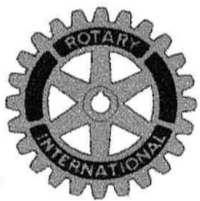
Le musée de l'Hermitage s'ouvre aux œuvres congolaises

La directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, a reconnu que pendant 50 ans de coopération, plusieurs partenariats ont été noués. Concernant sa structure, Bélanda Ayessa a déclaré avoir été invitée en Russie par des partenaires russes dans le but de tisser des partenariats avec les responsables de différents musées. Après avoir visité le grand musée de

l'Hermitage, les partenaires russes ont évoqué des échanges avec le Congo. Bélanda Ayessa a accueilli cette proposition comme une sorte d'ouverture pour le Mémorial, car il est important d'exporter des œuvres d'art du Congo, sous la houlette du ministère de la Culture, pour les exposer en Russie, précisément au musée de l'art de l'Orient à Moscou. Au musée de l'Hermitage, on trouve des pièces rares, authentiques, des pays de l'Orient et même des œuvres d'art du Sénégal, qui du reste, est le seul pays africain à exposer ses œuvres en Russie. « *Il serait*

bien que les œuvres d'art de la Russie puissent être exportées ici au Congo, afin que nous puissions les exposer. À ce sujet, nous sommes en train de regarder avec nos partenaires russes, la possibilité d'organiser une très grande exposition qui concernerait toute la sous-région Afrique centrale, sur des œuvres russes. Nous inviterons alors tous les pays de la sous-région à venir participer et assister à cette exposition », a conclu Bélanda Ayessa.

Bruno Okokana



Rotary International
Rotary Clubs de Brazzaville



Appel à contribution des Rotary Clubs de Brazzaville au fonds de solidarité avec le peuple centrafricain

A l'occasion de la célébration de la journée de l'entente entre les peuples et du 109^e anniversaire du Rotary International, le 23 février 2014, les Rotary Clubs de Brazzaville ont lancé en présence de S.E Mme l'Ambassadeur de la RCA au Congo, Doyen du corps diplomatique, de S.E l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne au Congo et Mme la coordinatrice ai, du système des nations unies, un appel à contribution à un fonds de solidarité avec le peuple centrafricain, qui depuis plusieurs mois subit une crise humanitaire sans précédent.

Le compte bancaire dont les références sont ci-dessous indiquées a été ouvert à cet effet:

INTITULE DE COMPTE : SOS SOLIDARITE RCA

CODE BANQUE : 30014 (ECOBANK)

CODE GUICHET : 00001

N° de compte : 01405837501

CLE RIB: 86

SWIFT CODE: ECOC CGCG

REF INIT: 0010143505837501

IBAN: CG3930014 00001 01405837501 86

La campagne de mobilisation de ressources lancée le 23 février 2014 sera clôturée le 31 mars 2014. Les fonds collectés permettront d'acquérir des kits humanitaires en faveur du peuple de la République centrafricaine, qui seront livrés en collaboration avec le Rotary Club de Bangui.

Les Rotary Clubs de Brazzaville vous remercient d'avance pour votre geste de générosité.

Vive l'entente mondiale entre les peuples.

Contacts : + 242 06 666 89 86 / +242 05 551 27 88



*ECAir rend hommage à
des figures féminines africaines du passé et du présent*



*Madame Fatima Beyina-Moussa,
Directeur Général d'ECAir,*

*a le plaisir de vous inviter à visiter l'exposition photos :
"Héroïnes et Femmes africaines d'exception"*

*qui se tient pendant tout le mois de mars
dans le nouveau terminal de l'aéroport Maya-Maya.*

Cordiale bienvenue.

*Veillez contacter Melle Samuella Madzengue au 00242 06 518 20 10
pour toute demande d'informations et de réservation*

COOPÉRATION MILITAIRE

Le Congo et les États-Unis signent un accord

Représenté par le ministre à la présidence chargé de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, le gouvernement de la République du Congo a signé, le 18 mars à Brazzaville, un protocole d'accord dans le domaine militaire avec la chargée d'affaires à l'ambassade des États-Unis au Congo, Madame Strother Murray.

Cet accord bilatéral, appelé 505, porte essentiellement sur le renforcement de la coopération militaire entre les deux pays. Il s'inscrit dans le cadre de la loi des États-Unis de 1961 sur l'aide aux pays étrangers, relative au transfert des équipements de défense, de formation et d'autres services relatifs à la défense. L'accord 505 permettra, entre autres, aux États-Unis d'Amérique qui soutiennent l'action de la République du Congo et de la communauté internationale dans la résolution de la crise en République centrafricaine (RCA), d'apporter une aide logistique aux éléments des Forces armées congolaises (FAC) déployés à travers la Misca.

À propos des termes de cet ac-



Cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre le ministre de la Défense et la chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis au Congo

cord, les troupes congolaises en partance pour la RCA pourront bénéficier des formations de qualité dispensées par le Programme d'entraînement et d'assistance aux opérations de pré-

voyance en Afrique (Acota). Ce programme dispense des formations aux organisations régionales et aux soldats nationaux de maintien de la paix.

Sur le plan local, le gouverne-

ment américain mettra à la disposition des FAC un laboratoire de la langue anglaise à Pointe-Noire. Ceci, pour renforcer les aptitudes linguistiques des différents éléments des FAC pour

non seulement leur permettre de communiquer aisément lorsqu'ils sont en mission de maintien de la paix, mais aussi pour bénéficier de plus de formations aux États-Unis d'Amérique.

Cet accord, rappelons-le, est en accord avec la déclaration du secrétaire d'État américain John Kerry au sujet de l'engagement des États-Unis en RCA, qui disait en janvier 2014 : « Nous assurons des services de transport, de dotation en équipements et de formation ainsi qu'un appui logistique aux effectifs de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous la conduite africaine (Misca) et nous nous sommes engagés à verser jusqu'à 101 millions de dollars à cette fin. »

À l'issue de cette cérémonie, la chargée d'affaires américaine s'est exprimée en ces termes : « En fait le protocole d'accord que nous avons signé est le fruit d'une coopération bilatérale de défense qui est déjà très fructueuse. Ce protocole d'accord va permettre d'approfondir et de renforcer le partenariat entre nos deux pays. »

Guillaume Ondzé

ITALIE

Cécile Kyenge Kashetu : « Maintenant, on m'insulte encore plus, mais les médias n'en parlent plus ! »

Durant la Semaine de lutte contre le racisme, l'italo-congolaise ancienne ministre de l'Intégration appelle l'Italie à plus d'efforts pour combattre le phénomène.

Depuis lundi, l'Italie est entrée dans la Semaine de lutte contre le racisme. Cette initiative d'un département du ministère pour l'Égalité des chances, le Département national contre les discriminations raciales (UNAR), en est à sa dixième édition cette année. Mais il est difficile de quantifier le résultat des campagnes menées en Italie d'année en année contre le racisme dans la vie courante, dans le sport et dans l'Administration.

La Semaine contre le racisme est pensée avec l'idée de la célébrer précisément le jour choisi par l'ONU pour la Journée mondiale pour l'élimination des discriminations raciales, tous les 21 mars. L'UNAR a demandé l'adhésion des communes et écoles italiennes à cette campagne en colorant leurs villes et communes de couleur orange, et en ménageant des temps de débats et de rencontres sur les thèmes de la discrimination raciale et de la promotion des droits de l'homme.

Dans une note, le ministère a laissé entendre qu'au moins 150 communes, de Turin (nord) à Naples (sud), ont réagi positivement à la sollicitation gouvernementale et engagé des manifestations publiques de sensibilisation. Certaines agglomérations ont affirmé avoir prévu d'éclairer d'une lumière orange les places publiques ou d'afficher des banderoles géantes sur les édifices publics comme à Trévise, ville emblématique de l'extrême nord-est italien, à la frontière avec la Slovénie. À Rome, la manifestation a été

« Ces derniers temps, les insultes contre moi ont redoublé malgré le fait que je ne sois plus au gouvernement. On en n'entend pas parler tout simplement parce que les médias n'en parlent plus »

marquée par deux conférences animées à la Chambre des députés par un parlementaire d'origine immigrée, Khalid Chaouki. « Le coût économique de la discrimination » et « Raconter cette Italie qui change avec les migrations » : c'est ainsi que s'intitulaient les deux conférences. Une projection de vidéos a pu faire voir l'Italie du changement dans les

entreprises, dans la culture, dans les écoles et dans le sport. Dans ce dernier domaine d'ailleurs, une autre conférence est très attendue ce jeudi. Son titre : « Extirper le racisme du football ». Et ce vendredi 21 mars, ce sera le clou avec une conférence-débat à Turin (nord) sur « Le racisme en Europe et en Italie ». Elle sera animée par deux conférenciers de poids : le président du Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz dont les prises de position sur l'immigration ont toujours été remarquées ces derniers mois,



Cécile Kyenge Kashetu

restait encore beaucoup de chemin à parcourir sur la voie de l'intégration en Italie. « Ces derniers temps, les insultes contre moi ont redoublé malgré le fait que je ne sois plus au gouvernement. On en n'entend pas parler tout simplement parce que les médias n'en parlent plus », soulignait-elle.

À la question du journaliste de Radio2 : « Quand avez-vous été insultée pour la dernière fois ? », sa

réponse a été la suivante : « C'est presque tous les jours. Il suffit de consulter ma page Facebook ». Pourquoi ? « Peut-être parce que certaines choses finissent par acquiescer la force de l'habitude. C'est cela qui est le plus dangereux. Voilà pourquoi j'insiste : il faut redoubler d'effort pour lutter contre l'instigation au racisme en se servant notamment du web. »

Lucien Mpama

 www.facebook.com/airtelcongob

Tous les jours

pour **300** FCFA | **6** min
100 sms
20 Mb

unis
par les meilleurs
forfaits

Ocean CONGO



Na semaine ! loba na yo
Na ba bonus SMS + Internet



airtel

Le réseau qui nous unit

Forfaits en F CFA	minutes	SMS	Mb	Souscription
300	6	100	20	*122*6#
600	15	200	50	*122*7#
1000	20	500	100	*122*8#

Pour plus d'infos, appelle le 141.

IN MEMORIAM



20 mars 2009 – 20 mars 2014, cinq ans passés depuis que le Seigneur Jésus-Christ a rappelé à lui Benoît Désiré Mongo.

En ce jour anniversaire et de mémoire, les enfants Mongo et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé, d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Les enfants et famille Mongo vous vouent une reconnaissance et sont en communion avec vous.

RECONNAISSANCE



À l'occasion du mois de la femme, ce que Dieu a unit nul ne pourrait les séparés ; une parole chère à la femme : Mon Seigneur, je te fais boire cette boisson pour le signe de notre amour.

Amen !!!

ANNONCE

Le comité d'organisation des Vendredis du Livre et du Théâtre informe le public de la présentation, ce vendredi 21 mars 2014, de 17h 00 à 18h 30mn, dans la salle des conférences de l'hôtel de la Préfecture de Brazzaville, du roman intitulé "Les balançoires" de l'écrivaine congolaise Kharine YIDIKA, publiée par les Nouvelles Éditions Africaines (NEA), à Yaoundé, en 2009. La cérémonie est ouverte au public.

Cordiale bienvenue à tous.

MARS ATTACK

by CFAO



QUANTITÉ LIMITÉE À PARTIR DE

12.200.000 FCFA HTVA



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève BP 1110 - Tél.: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
 Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso BP 247 - Tél.: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 38/39
 www.cfaomotors-congo.com



Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances.**

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE SCOLAIRE
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
 Protégez votre entreprise dès maintenant!

GREEN BUSINESS

500 participants pour le cinquième Forum International

Pendant près de trois heures, le président de la chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM) de Pointe-Noire, Didier Mavouenzela, a clarifié le choix du thème « Produire, transformer, consommer local et sous-régional ».

Devant un parterre d'une vingtaine de journalistes réunis, le 14 mars, à l'hôtel Georges V de Paris, Didier Mavouenzela est revenu, lors de sa présentation, sur les éditions précédentes. « C'est une aventure verte qui a démarré en 2010 », a-t-il expliqué. Et de poursuivre : « Quatre éditions après, le Forum international sur le Green Business peut aujourd'hui être fier du chemin parcouru sous l'impulsion du CCIAM de Pointe-Noire, du gouvernement congolais et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. À toutes ces notions, j'ajouterai la manière de faire du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des services pour les inté-



Didier Mavouenzela lors de la conférence de presse, à Paris, sur le cinquième Forum International sur le Green Business 2014 à Pointe-Noire (© Fredy Mizelet).

grer à la notion type de protection de l'environnement.»

Pour cette cinquième édition, qui se tiendra à Pointe-Noire du 20 au 24 mai, plus de cinq cents participants sont attendus. Une véritable plateforme d'échanges entre les divers acteurs qui valoriseront les meilleures pratiques internationales de l'économie verte. Les tables rondes porteront sur des thématiques diverses et variées. Elles aborderont, entre autres, les circuits courts en Afrique, l'innovation, le potentiel de la cosmétique bio... Ainsi s'établira une authentique passerelle pour bâtir avec audace des politiques territoriales innovantes. Une place de choix sera donnée à la pharmacopée, à la valorisation des plantes de nos forêts dotées de vertus médicinales et utilisables pour de multiples usages.

Le bassin du Congo envisage le développement durable en misant sur l'économie verte. Le président de la chambre de commerce s'est réjoui de

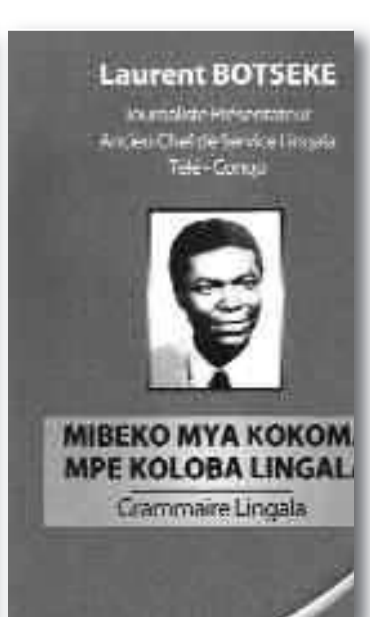
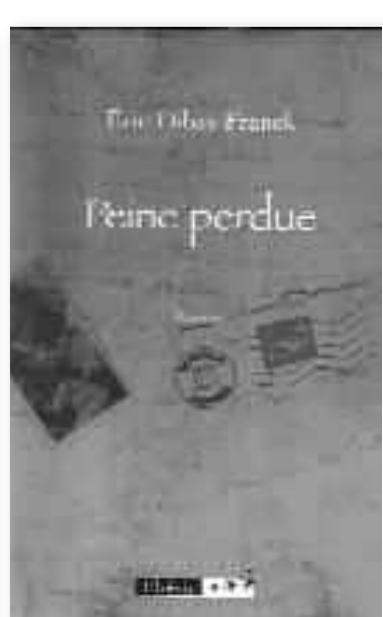
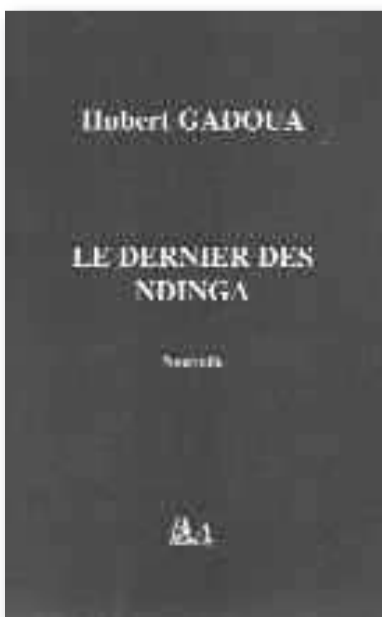
l'effet d'entraînement que procure l'amélioration du bien-être humain. Cet effet est aussi le gage d'une équité sociale. Il réduit de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.

Telle est la définition de l'économie verte par les instances internationales à l'issue de la Conférence internationale Rio+20.

L'intervention du président de la chambre de commerce s'est terminée par des mots de remerciements pour les journalistes : « Portez la bonne parole sur la prise de conscience de l'importance que revêt la préservation de la Terre, ses ressources naturelles, ses écosystèmes, son atmosphère. Après avoir raté la révolution des TIC [technologies de l'information et de la communication], ne ratons pas celle qui s'offre à nous avec une économie où émergent les nouvelles professions de l'économie verte. »

Marie Alfred Ngoma

EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



SALON DU LIVRE DE PARIS

Le retour du stand du Bassin du Congo !

Au cœur du Salon du livre de Paris, la manifestation littéraire la plus prisée de France, le stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo brillera de mille feux jusqu'au 24 mars grâce, notamment, à une programmation riche et diversifiée et à la présence de personnalités du monde des lettres et des arts telles Henri Lopes, Papa Wemba, Calixthe Beyala, Souleymane Bachir Diagne, In Koli Jean Bofane, Gabriel Okoundji, Mamadou Ndongo...

Lancé en 2010, le stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo a réussi à s'affirmer comme le repère des éditeurs, auteurs et lecteurs passionnés de lettres africaines. C'est naturellement que le stand est devenu le haut lieu de la littérature africaine d'expression française. Ainsi dès ce soir, le public découvrira un parterre important de personnalités littéraires et d'artistes qui s'y sont donné rendez-vous. L'ouverture sera en effet marquée par un cocktail animé par la chanteuse de jazz acoustique Helmie Bellini, suivi du discours de l'ambassadeur Henri Lopes, dont le contenu mettra un accent particulier sur la prochaine participation des auteurs du bassin du Congo au Marché de la poésie prévu pour juin 2014. Le len-

demain, vendredi 21 mars, l'intervention du ministre de la Culture et des Arts, Jean-Claude Gakosso, ouvrira le bal des tables rondes et des entretiens au cœur d'une programmation qui fait écho aux cinq axes thématiques du salon dont le clou est prévu lundi.

Le Congo, dont le soixantième anniversaire de la littérature a été célébré l'an dernier, fera se retrouver d'importantes personnalités littéraires qui échangeront sur les moments importants de l'épopée littéraire congolaise et des noms encore peu connus de cette littérature qui ne cesse d'étonner le monde par sa capacité à engendrer tant d'écrivains talentueux. La littérature féminine, l'une des thématiques du Salon du livre, sera à l'honneur. Quatre auteurs, dont la Camerounaise Calixthe Beyala et la Gabonaise Bessora seront au rendez-vous pour s'interroger sur les thèmes liés à l'écriture, le sujet, le style et les discours des femmes qui ont marqué la littérature africaine. On relèvera aussi la présence de poètes connus et émergents qui interrogeront « la poésie africaine dans la prise en compte effective de la pensée et des cultures africaines ». L'Anthologie du désir publié aux éditions Mémoires d'encrier sera au centre d'un débat avec les au-

teurs des textes qui ont raconté leurs expériences amoureuses. Hormis les entretiens « En tête à tête... » qui, sur un ton un peu plus intimiste, donneront la parole à des auteurs et artistes divers tels Erik Orsena, Papa Wemba, Mamadou Ndongo, Calixthe Beyala, Gabriel Okoundji qui parleront de leur cheminement littéraire et artistique, la revue Géopolitique africaine proposera des thématiques autour du développement économique, culturel et social du continent africain. Des intervenants de la trempe de Lucien Pambou, Henri Lopes, Gaston Kelma, Jean Digne, Paul Mbougen y sont associés. Avec de nombreux sujets allant de la littérature jeunesse à l'édition africaine en passant par le cinéma, ces rencontres donneront un aperçu des enjeux du développement culturel et socio-économique du continent. Parmi les nouveautés de cette édition, on retiendra les confidences des auteurs sur le livre qui les a marqués. Henri Lopes et Gaston Kelman se prêteront à l'exercice pour le plus grand bonheur du public. Lire toute la programmation sur le site: www.livresdubassincongo.com

Meryll Mezath

Les auteurs du Bassin du Congo s'invitent pour la cinquième fois

Le Salon du Livre a lieu cette année du 21 au 24 mars. Comme à l'accoutumée, le stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo, qui s'est affirmé comme une plate-forme présentant la vitalité littéraire et artistique de cette zone du continent, offrira une panoplie de rencontres, conférences-débats et tables rondes.

Pour cette édition, cinq thèmes ont été retenus : « L'Argentine », pays invité d'honneur, « Shanghai », ville invitée, « Savoir et connaissances », « Lettres au féminin », « Le livre qui a changé ma vie ».

Pour la soirée d'inauguration, ce jeudi, en présence d'Henri Lopes, il est prévu l'annonce de la remise du prix Mokanda, un cocktail en musique avec Helmie Bellini, la chanteuse congolaise de jazz. Le ministre de la Culture et des Arts, Jean-Claude Gakosso, procédera à l'inauguration officielle du stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo, le 21 mars dans la matinée. La première table ronde qui suivra portera sur les soixante ans de la littérature du Congo. Conférences et tables rondes s'enchaîneront au cours de ces quatre jours sur différents thèmes tels que la lutte contre le racisme en Europe ; La bande dessinée et l'immigration ; Comment s'organiser la ville africaine, métropole de demain ; L'écriture au féminin ; À la découverte de la littérature congolaise ; De l'écrit à l'écran, ou L'art d'adapter une œuvre littéraire au cinéma. D'éminents orateurs et écrivains interviendront lors de ce salon, parmi lesquels Calixthe Beyala, Nimod, Gabriel Okoundji, Henri Lopes, Caya Makhélé, Jacques Chevrier, Euzhan Palcy, Gaston Kelman, Grégoire Léfouoba.

Hermione Désirée Ngoma

FEUX DE BRAZZA

Le festival reçoit du matériel didactique

Le festival des musiques traditionnelles a reçu, le 18 mars, un don de matériel didactique d'une valeur de 2 millions FCFA, de la société Burotop Iris, afin de permettre à l'administration de ce festival de se renforcer.



Le don de matériel didactique se dit très heureux et touché par le geste de Burotop Iris et espère avoir recours à leur solidarité en cas de nécessité. « Depuis la création du festival, vous savez comment nous évoluons et cela ne peut qu'être encouragé. Nous avons toujours sollicité des aides et c'est la première fois qu'une société de la place fasse un geste aussi important. Cela nous va droit au cœur », a-t-il poursuivi.

Le festival Feux de Brazza, consacré à la promotion des musiques traditionnelles, est un festival itinérant. Cette année, il débutera le 2 août à Mfilou, dans le septième arrondissement.

Hermione Désirée Ngoma

MUSIQUE RELIGIEUSE

Oracle de l'Éternel déjà disponible dans les bacs

Ce maxi single de trois titres s'ajoute à la discographie de la chanson religieuse congolaise en supports CD et DVD.

L'artiste musicienne Lucia Malonga Galiba et aussi servante de Dieu depuis des années, véhicule à travers ses chansons le message d'amour, de repentance venant du très haut. « Je transmets en totalité ce que le Seigneur me révèle. Les gens doivent se repentir, revenir à l'Éternel. Nous sommes comme dans un océan en train de na-

ger, que chacun cherche à sortir. Pour cela, il faut beaucoup de volonté pour y parvenir », a déclaré l'artiste.

Oracle de l'Éternel est son deuxième maxi single après les onzièmes Jeux africains 2015. Il est composé de trois chansons : Adoration à l'Éternel ; Hommage à Nelson Mandela ; Oracle de l'Éternel. L'artiste a un album intitulé Tosalela Yahwé qui a huit titres, vendu sur le marché.

Lucia Malonga Galiba, dont l'album précédent intitulé « Tosa-

lela Yahwé » (8 titres) est toujours vendu sur le marché, accomplit avec ferveur la tâche que Dieu lui a confiée. Ce maxi single est en quelque sorte une forme d'évangélisation. « C'est un appel que j'ai reçu, le Seigneur parle à son peuple tantôt d'une manière tantôt d'une autre. Oracle est un message ou une réponse que Dieu apporte à quelqu'un », a-t-elle indiqué.

Elle chante yahwé et en même temps ce qui se passe dans la vie courante. La chanson des onzièmes Jeux africains en est un exemple. « J'ai pratiqué le sport depuis mon jeune âge. À 15 ans j'ai été médaillée d'or à la coupe de tropique de Yaoundé 1964 au relai 4 x 100m », a-t-elle poursuivi. Et la musicienne d'ajouter à propos de la chanson hommage à Nelson Mandela qui l'a beaucoup touché : « Quelqu'un qui sort de prison, Dieu l'élève président de la République, c'est inimaginable ! Avec Dieu tout est possible. » Ce maxi single est disponible déjà dans les bacs à Brazzaville.

Rosalie Bindika



La maquette du maxi single Oracle de l'Éternel

JUSTICE

Une épée de Damoclès sur Miss Vodacom Saison 3

L'audience introductive d'instance sous le RCA 30.311 devant la Cour d'appel de Kinshasa / Gombe, appelée en date du 19 mars, a été remise au mois pour plaider sur la suspension du concours de beauté.

Le procès qui oppose le général manager de Avalon Image, Charly Kadima, à Vodacom est de nouveau d'actualité à un peu moins d'un mois du lancement de la nouvelle édition de la célèbre télé-réalité. Vu que la plaidoirie prévue le mois prochain a l'intention de tabler sur sa surséance, une menace de suspension pèse sur Miss Vodacom saison 3 dont la phase d'inscription a pris fin le week-end.

En appel contre le jugement rendu par le Tribunal de commerce de Kinshasa / Gombe en faveur de Vodacom Congo SPRL l'an dernier, Charly Kadima est bien décidé à obtenir gain de cause cette fois. En effet, au terme de l'audience introductive de la matinée du 19 mars, il a confié à la presse sa détermination à mener le combat jusqu'au bout pour que justice soit faite.

L'appelant s'est dit d'autant plus convaincu d'obtenir réparation que les raisons ayant motivé le ju-

gement rendu au premier degré l'an dernier ne tiennent pas. « Vodacom avait gagné d'abord sous prétexte que le concept Vodamiss aurait déjà été utilisé en 2002 par l'élection Miss Élégance. Ensuite, il avait prétendu que Voda était l'objet social de Vodacom. De ce fait, en créant Vodamiss je m'étais permis de l'utiliser sans en avoir le droit », a dit Charly Kadima. Et de poursuivre son explication, en ajoutant : « Dans le premier cas, les pièces justificatives fournies par Vodacom ont été montées ». À cet effet, il a brandi trois photocopies de pages des journaux Au taux du jour et Mosaïque. Concernant le premier, il a fait observer que l'article brandi par la partie intimée se rapportait à l'élection miss Élégance organisée le 19 juillet 2002 figurant dans son numéro 84 daté du 17 août 2001. Il a dès lors dénoncé un grossier montage car la parution précédait de onze mois l'évènement dont il rendait compte. Et Charly Kadima d'ajouter aussi qu'à cette époque, le vote via SMS n'était pas encore pratiqué.



Charly Kadima brandissant une photocopie du journal, une des pièces justificatives de Vodacom

Montage et montages

Quant au second montage, encore plus flagrant à ses yeux, il concerne « l'article paru étrangement dans la chronique politique » du second journal en rapport avec le même évènement. De plus, il parle, lui, du 20 et non du 19 juillet. Qui plus est, le numéro mis en exergue par Vodacom comme preuve du vote par SMS est mentionné comme « contact » de « la Licoras » (Ligue contre la corrup-

tion et le blanchiment de l'argent sale) dénonçant la corruption des mœurs. Au sujet de l'usage du mot « Voda » qui lui a été reproché, Charly Kadima a dit l'avoir emprunté au vocabulaire slovaque. « Référez vous au moteur de recherche Google et vous verrez que ce substantif peut signifier eau ou onde, selon le cas », a-t-il suggéré à la presse. De ce fait, a-t-il souligné, « Vodamiss n'a pour autre signification que

l'élection par la voie des ondes ». Et, dans le cas d'espèce ondes se rapporte à téléphones cellulaires et par-delà au vote via SMS à partir de son mobile.

On se demande combien de temps va encore durer cette affaire ? L'appel en cours, intervient près de quatre ans après le procès entamé à l'époque de la saison initiale de Miss Vodacom. En 2010, elle avait déjà suscité une vive polémique dans la population qui ne savait qu'y penser. D'aucuns se demandaient alors si Vodacom n'aurait pas mieux fait de résoudre cette affaire à l'amiable et en finir une fois pour toutes. Ce, d'autant plus que la société de téléphonie, on le voit bien à ce jour, n'arrive pas à s'en défaire et ne peut dès lors éviter de se retrouver au banc des accusés à chaque saison. La question reste pendante à moins d'un mois du lancement de la saison 3 prévu en date du 11 avril. Aujourd'hui, plusieurs ne peuvent s'empêcher de penser que l'agenda de quatorze semaines censé se clôturer avec la finale du 29 juin ne soit perturbé.

Nioni Masela

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION

Jean-Claude Vuemba dénonce « un divertissement inutile »

Pour le président du MPCR, on ne pouvait pas chercher à retoucher la Constitution en cours de la législature alors que cette loi, dont le projet avait été conçu par le parti où Jean-Claude Mashala est parmi les hauts cadres, a bénéficié d'un référendum populaire.

Le président du Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR), Jean-Claude Vuemba, a qualifié l'initiative de la pétition du secrétaire national du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD), Jean-Claude Mashala, pour changer la Constitution de la RDC de « divertissement inutile ».

L'opposant Jean-Claude Vuemba a affirmé, le 19 mars, à radiookapi.net que le pays n'a pas besoin d'une telle action. « Le Congo n'a pas besoin de ça. Le problème n'est pas celui d'un homme idéal qui doit venir. Il y a la Constitution actuelle, on ne change pas les règles de jeu pendant un match en cours », a-t-il fait observé.

Jean-Claude Vuemba s'est, en effet, étonné que le PPRD, qui est resté pendant près des douze ans avec Joseph Kabila, n'ait pas imprégné son idéologie, jusqu'à manquer de candidat à présenter pour assurer la continuité après l'actuel chef de l'État. « Si le PPRD n'a pas de candidat après avoir resté pendant plus de douze ans avec Joseph Kabila, qu'ils n'ont pas imprégné son idéologie, ses convictions politiques pour qu'un de leurs puisse ressortir et demander le suffrage universel à la population, ça m'étonnerait », a-t-il souligné.

Pour le président du MPCR, on ne pouvait pas chercher à modifier la Constitution en cours de la législature alors que cette loi,



L'opposant Jean-Claude Vuemba, président du MPCR

dont le projet avait été conçu par le parti où Jean-Claude Mashala est parmi les hauts cadres, a bénéficié d'un référendum populaire. Selon lui, les faiblesses devraient être relevées avant le quinquennat en cours. « Les faiblesses de la Constitution, il fallait les voir bien avant. Ce n'est pas à quelque vingt-quatre mois de l'élection présidentielle. C'est là où le jeu est faussé. C'est là où nous disons clairement que les tenants et les aboutissants du pouvoir veulent pérenniser », a-t-il souligné. Le président du MPCR a également noté que la pétition initiée par son homonyme Jean-Claude Mashala est contraire à la vo-

lonté de l'autorité morale de son parti, le PPRD, qui avait initié un référendum, en 2005, sur la Constitution en vigueur au pays actuellement. « Toute Congolaise, tout Congolais a le droit d'initier une pétition mais c'est contraire à son autorité morale, Joseph Kabila, qui a plébiscité le référendum de 2005. Ce référendum est passé à 86% et il en a même été fier. Quand nous avons condamné ce projet de Constitution, ils nous ont envoyés balader. Nous avons dit que cette Constitution ne reflète pas l'histoire du Congo, ils ont dit non. Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui se plaignent ou ce sont les flagorneurs du pouvoir qui veulent simplement continuer à faire perdurer la souffrance de ce peuple », a noté Jean-Claude Vuemba, qui s'est dit parmi les personnalités qui en 2005 étaient opposées à ce projet de Constitution soumis au référendum.

Faisant la lecture du passé, Jean-Claude Vuemba rappelle au président de la République qu'il portait seul la responsabilité de la politique menée au pays. « M. Kabila est le seul maître de sa vie. Tous ces m'as-tu-vu à côté de lui, si demain il perd le pouvoir de façon non démocratique, personne ne sera à côté de lui. Le maréchal Mobutu est parti seul au Maroc. Il est mort seul au Maroc. La plupart de ces ultras se retrouvent à côté de M. Kabila. Et ça ne m'étonne pas cette idéologie », a-t-il souligné. Cependant pour lui, si les élections ne sont pas organisées en 2016, il prendra acte et « on verra ».

Lucien Dianzenza

ÉLECTIONS

Bientôt l'évaluation à mi-parcours de l'opération de fiabilisation du fichier électoral

Le retour des secrétaires exécutifs provinciaux de la Ceni dans la capitale congolaise a été annoncé le 19 mars.

Les secrétaires exécutifs provinciaux de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) déployés il y a plus ou moins un mois dans la province du Bandundu pour l'opération de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation des cartographies opérationnelles sont attendus à Kinshasa pour l'évaluation à mi-parcours de ladite opération. Au terme de l'évaluation, ils seront déployés dans leurs provinces respectives pour la phase 2 de ladite opération.

La présence de tous les secrétaires exécutifs provinciaux au Bandundu était justifiée par le besoin de la plénière de la Ceni de réduire le plus possible le taux d'erreur lors de la phase pilote. Aussi chacun d'eux devait-il mettre à profit son passage au Bandundu pour peaufiner la formation reçue au centre Nganda de Kinshasa sachant qu'à l'étape suivante leur regroupement sur un site donné sera exclu. La première phase a concerné les vingt antennes de la Ceni dans la province du Bandundu et à Befale dans la province de l'Équateur. Les 958 préposés à la collecte des données dans le Bandundu ont été tous déployés dans les 862 groupements et 84 communes.

L'opération en cours intéresse également les partenaires au processus électoral congolais. C'est ainsi qu'une équipe mixte Ceni-Unité électorale de la Monusco réalise une visite de terrain dans dix antennes du bandundu où l'opération de fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation des cartographies opérationnelles a lieu.

Jeannot Kayuba

PARC DE VIRUNGA

Le gouvernement ne convainc pas la société civile

Les ONG ont considéré que l'atelier organisé sur la problématique de l'exploitation et production pétrolière dans les aires protégées n'a pas permis des discussions sérieuses.

La société civile congolaise et les organisations internationales se sont dites déçues de l'issue de l'atelier dit de sensibilisation sur la problématique de l'exploitation et production pétrolière dans les aires protégées de la RDC, cas du parc national de Virunga, organisé le 18 mars à l'hôtel Sultani, à Kinshasa. Pour ces organisations, ces travaux n'ont servi qu'à exprimer le point de vue du gouvernement. Dans leur souhait, ces structures ont espéré que la rencontre de l'hôtel Sultani serve d'un cadre de discussion en vue de concilier les différents points de vue. « Le gouvernement a donné sa position parce qu'étant souverain et voudrait profiter de toutes ses richesses, il veut autoriser l'exploitation pétrolière dans le parc de Virunga », a soutenu le chef de programme de l'Union internationale pour la conservation de la nature en RDC, Brigitte Kapinga Sauda Kanika.

Pour cette activiste ainsi que les autres membres des organisations

de la société civile dont le Réseau ressources naturelles, en effet, l'organisation de cet atelier n'a rien changé à la situation sur le terrain. « À la fin de cet atelier, moi je considère qu'il n'y a pas d'avancée du tout par rapport au souhait de la communauté internationale qui considère que le parc de Virunga, qui est un patrimoine mondial, ne pouvait pas subir d'exploitation à son intérieur », a-t-il dit.

Elle a toutefois émis le souhait de voir le gouvernement, la société civile et les organisations internationales se mettre autour d'une table en vue de la recherche d'une solution concertée. « Il est temps que le gouvernement et les organisations internationales puissent discuter pour voir des issues possibles. Le gouvernement qui est souverain peut désaffecter une partie de son territoire mais les conventions signées sur les plan international font que l'État ait perdu une partie de sa souveraineté. Il faut donc des discussions réelles et sincères pour avoir une position concertée », a-t-elle conseillé.

Exploiter sans détruire ?

Dans ses différentes interven-



Une affiche pour la sauvegarde du parc de Virunga

tions, le gouvernement, par les ministres des Hydrocarbures et de l'Environnement ainsi que des experts a soutenu la possibilité de cohabitation entre l'exploitation pétrolière et le tourisme. Pour l'État congolais, en effet, l'exploitation pétrolière ne représente pas un danger. Elle est plutôt, selon lui, source de développement. « Le gouvernement aurait pris l'option de transformer ses ressources naturelles en richesses

en vue d'assurer le développement économique et social du pays, tout en préservant les impératifs de la protection de l'environnement », a souligné le Premier ministre à l'ouverture de ces travaux. Dans ce discours, Matata Ponyo a notamment souligné des études approfondies permettant de réaliser une analyse économique comparative des coûts, des avantages environnementaux, économiques et sociaux pour l'ef-

ficacité de l'exploitation des ressources naturelles renouvelables. Mais, de leur côté, la société civile et les ONG internationales, qui ne se disent pas contre l'exploitation du pétrole, ont souligné que leur opposition est par rapport aux aires protégées dont le parc de Virunga.

René Ngongo du Fonds mondial pour l'environnement (WWF) a, lui, souligné que le pétrole est une ressource non renouvelable. Citant des études menées sur la valeur du parc de Virunga, il a noté que le tourisme pouvait générer 45 000 emplois alors que « le pétrole n'apporte pas de l'emploi car on le pompe pour le raffiner ailleurs ». Soulignant que le gouvernement avait adopté une position de confrontation avec la communauté internationale, il a indiqué que ces assises étaient un atelier d'information et non de sensibilisation. « Cette position du gouvernement entre en contradiction avec les lois du pays et les conventions ratifiées par la RDC », a-t-il conclu. Cette position des ONG a également été soutenue par les députés et sénateurs présents dans la salle ainsi que d'autres scientifiques.

Lucien Dianzenza

NORD-KIVU

Lancement du programme d'amélioration qualitative et quantitative du café

Le ton a été donné, le 15 mars, à l'hôtel Albertine de Beni par le ministre de l'Agriculture et développement rural, Jean-Chrysostome Vahamwiti.

Le programme qui est lancé en faveur des retournés de guerre des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du district de l'Ituri en Province Orientale est une initiative de l'Organisation internationale du café, avec l'appui du Fonds commun des produits de base.

Le programme d'amélioration quantitative et qualitative du café s'inscrit dans le cadre du plan national de démobilisation, désarmement, réintégration et réinsertion du gouvernement en vue de remettre la population au travail dans un climat de paix durable. Le ministre de l'Agriculture a lancé ce programme en présence du directeur général ad interim de l'Office national du café, du ministre provincial en charge de l'Agriculture et du développement rural du Nord-Kivu et du représentant de l'ONG Belge VECO/Vresleseilanden-Coopibo qui est chargée de l'exécution du projet. Les présidents des FEC Beni et Butembo, le comité des exportateurs des produits agricoles de Butembo-Beni, les responsables des organisa-



Les officiels lors du lancement du programme

tions paysannes et les délégations venues du Sud-Kivu et de l'Ituri ont marqué de leur présence cette cérémonie.

Profitant de sa présence dans la ville de Beni, le patron de l'Agriculture a visité la ferme école Nino Baglieri du diocèse de Butembo-Beni à Bingo; le parc à bois de l'Office National du Café à Bingo pour la multiplication des boutures saines de caféier ainsi que la société Esco-Kivu, spécialisée dans la culture du cacao. Cette entreprise a reçu des encouragements du ministre, car grâce à ses efforts, la production du cacao dans le secteur de Beni

est passée de 300 Kg à 5000 tonnes de 2008 à 2013.

Le séjour du ministre a été clôturé par une réunion à la FEC/Beni avec les principaux intervenants dans la filière café avec les chefs des services étatiques impliqués. Profitant de l'occasion, Jean-Chrysostome Vahamwiti a invité les services autorisés à œuvrer aux frontières et à veiller pour freiner la fraude du café, tout en leur informant de l'instruction formelle donnée à l'Office national du café de suspendre toute saisie des produits agricoles à l'intérieur du territoire national.

Gypsie Oïssa Tambwe

BANDUNDU

Des humanitaires italiens en mission ophtalmologique

Des dizaines de visites et des opérations médicales ont été conduites gratuitement sur place par l'équipe du Dr Mittica.

Partie de la région italienne de Toscane, une équipe médicale vient de réaliser une mission humanitaire en République démocratique du Congo. Conduite par le Dr Vincenzo Mittica, ophtalmologiste de Sienne, l'équipe a compté aussi un pédiatre, le Dr Mauro Pizzetti et un cardiologue de la ville de Grosseto, le Dr Pietro Pellegrini. La mission a été menée à bien avec l'appui d'une association humanitaire siennoise et l'ONG italienne «Semi di Pace» (Grains de paix).

Au village de Lumbi, à quelque 400 kilomètres au sud-est de Kinshasa, dans la province du Bandundu, les médecins se sont installés à l'hôpital de Tchinguindi, offrant leurs prestations médicales aux malades déshérités. Ils ont pu effectuer 309 visites ophtalmologiques et, dans le bloc opératoire de l'hôpital équipé grâce à l'aide donateurs italiens, ils ont littéralement rendu la vue à soixante-deux malades opérés de cataracte, du glaucome et autres pathologies des yeux.

L'équipe est rentrée la semaine dernière à Sienne. Elle se dit très satisfaite de sa mission. Dans un établissement dépourvu d'anesthésiste notamment, les médecins disent qu'ils se sont débrouillés avec les moyens du bord, mais avec l'aide précieuse des religieuses. « Malgré les critiques, nous sommes parvenus à mener à bien notre mission, réussissant même à opérer un jeune-homme de 16 ans souffrant d'une cataracte post-traumatique », se réjouit le Dr Vincenzo Mittica. Les médecins italiens soulignent que l'aide reçue des religieuses passionnistes établies à Lumbi, notamment de Soeur Alberta, Italienne présente depuis trente ans en République démocratique du Congo, a été précieuse. « L'activité des religieuses est devenue un point de référence important pour les médecins italiens engagés dans cette mission. Sur place, les religieuses gèrent aussi une école et un orphelinat de plus de trente enfants dont la plupart ont été adoptés à distance par des citoyens de Sienne », indique le Dr Mittica.

Y aura-t-il une suite à cette mission ? La question reste posée, mais il ne fait aucun doute que la société civile de Toscane se sent orgueilleuse de cette première approche. Les maladies des yeux affectent aujourd'hui de nombreuses personnes sur le continent africain. Les opérations ne demandent pas forcément des milliards pour être conduites. C'est pourquoi les médecins italiens sont partis sur place avec le matériel déclassé par les hôpitaux italiens, pourtant en parfait état de fonctionnement.

Lucien Mpama

KINSHASA

3^e conférence IPAD RDC sur le pétrole et le gaz

La nouvelle édition, organisée en partenariat avec le ministère congolais des Hydrocarbures, se tiendra du 10 au 11 septembre à l'hôtel Fleuve-Congo.

Pour l'heure, la période des préparatifs qui s'étendra jusqu'au 28 mars vise à garantir tout le succès de ce grand rendez-vous des industries extractives en RDC. Ces travaux de septembre prochain seront une occasion de plus de faire le point sur les derniers développements dans plusieurs domaines liés aux hydrocarbures. L'on fait état notamment du Code des hydrocarbures ou de l'ensemble de la législation pour le secteur, du potentiel des zones d'exploration et des appels d'offres en cours. La question du potentiel d'exploration suscitera sans doute une attention particulière au regard des divergences non aplanies sur l'opportunité de poursuivre l'exploration dans le parc des Virunga classé patrimoine mondial et dont les ONG nationales et internationales ne veulent pas

voir la société pétrolière Soco poursuivre son exploration. Au-delà, il y a aussi d'autres thèmes importants sur lesquels le débat promet d'être riche, notamment les différents points chauds des zones transfrontalières (cas des conflits territoriaux entre la RDC et l'Angola, voire l'Ouganda), l'électricité à partir du gaz, la gestion de l'environnement, l'engagement des communautés locales, la distribution des produits pétroliers, le potentiel de raffinage dans la région, les pipelines et les infrastructures au niveau de la région, et la chaîne d'approvisionnement locale dans l'industrie locale. Pour chacun de ces points, le débat permettra de retenir les grandes priorités au regard des multiples défis à relever dans le secteur des hydrocarbures en RDC. Comme à l'accoutumée, cette réunion qui connaît très souvent une forte affluence sera une occasion propice d'organiser des expositions. Mais la rencontre devra être aussi



Fleuve-Congo hôtel

une occasion de faire le point sur le niveau d'exécution des recommandations de la deuxième édition de l'IPAD RDC pétrole et gaz forum. En effet, les participants avaient exprimé des inquiétudes sur la Loi sur les hydrocarbures, la gestion budgétaire, les redevances et les installations douanières. Ils avaient appelé à la création d'une structure saine des activités d'exploration

pour arriver à promouvoir plus efficacement les bassins sédimentaires. Pour eux, il était urgent d'accélérer l'exploration des différents bassins sédimentaires pour acquérir des connaissances suffisantes sur le potentiel pétrolier disponible. De même, le gouvernement doit mettre en évidence l'énergie potentielle pour développer des investissements dans le secteur. À terme, l'idée est d'arriver

à monter des banques de données pour attirer les investisseurs. Dans le cadre de la promotion des investissements nationaux, les participants avaient recommandé la publication d'un arrêté ministériel visant à développer des mécanismes contractuels qui mettent exclusivement l'accent sur les PME congolaises dans la production et l'exploration du pétrole. Sur ce point, il était impérieux, selon eux, de constituer une véritable expertise locale en appuyant les institutions de formation dans le secteur pétrolier. Autre recommandation, la nécessité pour les sociétés pétrolières de continuer à investir dans les activités sociales, avec l'encouragement du gouvernement. Ce dernier doit veiller aussi à encourager l'investissement dans l'infrastructure pétrolière capable de desservir l'ensemble du territoire national. Enfin, il est indispensable de développer la ressource gaz en RDC.

Laurent Essolomwa

PROVINCE DU KATANGA

La société civile invite les gouverneurs hors mandat à démissionner

La coalition de la structure exhorte le numéro un de cette province à s'inscrire sur la voie de la normalité en démissionnant afin de contraindre la Céni à organiser des élections.

Depuis quelques temps, le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, a maille à partir avec la société civile locale qui l'oblige à passer la main étant entendu qu'il est hors mandat. C'est le lundi dernier que la coalition de cette structure a exhorté le numéro un de la province du Katanga à s'inscrire sur la voie de la normalité en démissionnant afin de contraindre la Commission électorale nationale indépendante (Céni) à organiser des élections. Les membres de la société civile katan-gaise estiment en effet que leurs élus ayant dépassé les limites constitutionnelles ne peuvent plus engager les populations dont ils continuent à se réclamer indument. Outre le gouverneur Moïse Katumbi, les députés provinciaux et les sénateurs originaires du Katanga présentant à l'Hémicycle du Palais du peuple, sont aussi astreints à rendre le tablier. « Le gouverneur l'a dit plusieurs fois qu'il était déjà hors de son mandat. Alors, nous pensons qu'il doit montrer la voie pour que lui et eux démissionnent en bloc de manière à ce que, en créant ce vide là, on oblige l'abbé Malu Malu à organiser en priorité les élections au Katanga », a laissé entendre le coordonnateur et porte-parole du cadre de concertation de la société civile du Katanga, Jean Pierre Muteba.

Le fait que la feuille de route de la Céni ne prévoit pas l'élection des gouverneurs avant 2017 serait la base de cette levée de bouclier qui traduit toute l'anxiété de la population katan-gaise de continuer à être gérée par des personnes illégitimes en attente de renouvellement de leur mandat. « Nous demandons au gouverneur de province de comprendre que, quand vous avez fait bien, il faut arrêter



Moïse Katumbi

et passer la main », a ajouté Jean Pierre Muteba. En réaction à cette campagne qui le concerne au premier chef, le gouverneur Moïse Katumbi a gentiment exclu toute hypothèse de démission de sa part tout en assurant ne pas vouloir s'accrocher au pouvoir. « S'il y a une loi qui dit que nous devons partir et laisser les autres continuer, moi je suis prêt (...) Je ne veux pas m'accrocher au pouvoir », a-t-il laissé entendre.

En fait, Moïse Katumbi et ses collègues gouverneurs d'autres provinces, élus pour cinq ans depuis 2007, savent qu'ils sont désormais hors mandat. Les élections qui étaient censées se tenir en 2012 n'ayant pas eu lieu du fait de la crise politique ayant émaillé la présidentielle de 2011, ils évoluent depuis lors dans l'illégalité et il appartient à la Céni d'organiser les nouvelles élections provinciales aux fins d'élire de nouveaux gouverneurs et sénateurs. Or, à l'allure où vont les choses, avec les tergiversations inhérentes à la classe politique congolaise, l'on craint que ces scrutins prévus pour cette année soient repoussés au-delà de 2016.

A.D.

TRANSPORT URBAIN

Les véhicules sans plaque d'immatriculation interdits de circulation à Kinshasa

Les motivations qui sous-tendent cette décision seraient étroitement liées aux raisons d'ordre sécuritaire, à en croire des sources proches de l'autorité urbaine.



Des véhicules en circulation sur une avenue de Kinshasa

Un arrêté de l'autorité provinciale de la ville de Kinshasa prise depuis le 18 août interdit de circulation tout véhicule sans plaque d'immatriculation. Les motivations qui sous-tendent cette décision seraient liées aux raisons de sécurité afin de prévenir les crimes et autres méfaits commis par des personnes sans foi ni loi non autrement identifiées. En effet, depuis quelques temps, les kinois assistent impuissants à la recrudescence de l'insécurité perpétrée par des hommes armés circulant à bord des véhicules de ce type. Des cas de kidnapping sont également déplorés ces temps derniers sur les différentes artères de Kinshasa où il ne fait plus bon de se promener seul aux heures tardives. Tout récemment, un bus Transco desservant la ligne Kingasani-centre ville avait subi une attaque au cocktail molotov de la part de quelques illuminés à la hauteur de la 9e rue Limete. Le bus en fumée, des passagers grièvement blessés et d'autres brûlés au premier degré, le spectacle était insupportable. Ce scénario macabre serait à la base de cette décision de l'Hôtel de ville qui tient à la sécurisation des usagers de la route dans tous les quatre coins de Kinshasa. D'autant plus qu'il y a à peine deux jours, un activiste des droits humains s'est fait tabasser à hauteur du Lycée Prince de Liège tiré de son volant par des intrus

alors qu'il était empêtré dans un embouteillage. Profitant de l'occasion, une autre décision de l'autorité urbaine visant l'interdiction de circulation des véhicules aux vitres teintées a été exhumée. Plus que jamais, les conducteurs de ces engins sont astreints désormais à circuler à découvert pour des raisons de sécurité. À ce sujet, plusieurs chauffeurs se sont dits surpris d'être interpellés par la police routière déclarant n'avoir pas été informés au préalable. « Nous n'avons pas été sensibilisés par une campagne allant dans ce sens », a lâché le chauffeur d'un dignitaire qui roule avec une Mercedes Benz 250 aux vitres teintées. La décision s'appliquerait, à en croire des sources proches de l'Hôtel de ville, à tout le monde y compris les autorisés. « Il s'agit pour nous de traquer et de démasquer tous ceux qui se plaisent de rouler à bord des véhicules à vitres teintées pour des fins criminelles », commente un agent de police commis à la régulation de la circulation routière. Notons que cette décision intervient quelques semaines après le moratoire de quarante-cinq jours imposé aux conducteurs des véhicules de la marque Mercedes 207 communément nommés « Esprit de mort ».

Alain Diasso

50^e COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Dragons en finale contre Arc-en-ciel à Kinshasa

La finale des préliminaires de la 50^e édition de la Coupe du Congo de football pour la ville de Kinshasa opposera l'AS Dragons de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epkin) à la formation d'Arc-en-ciel de l'Entente urbaine de football de Kinshasa (Eufkin), une des divisions inférieures de la capitale.

L'AS Dragons de Kinshasa a accédé en finale des préliminaires de la 50^e édition de la Coupe du Congo de football pour la ville de Kinshasa. Les Monstres de Kinshasa ont battu en demi-finale l'équipe d'Africana Express par un but à zéro. Les deux équipes s'étaient affrontées déjà au deuxième tour préliminaire et Dragons s'était imposé par deux buts à un. Les joueurs du coach Yvon Kitenge ont ainsi confirmé leur supériorité sur Africana Express entraîné par le



L'AS Dragons à la fin d'une séance d'entraînement à Kinshasa

technicien Dabusu Dans l'autre demi-finale de ces préliminaires pour la ville de Kinshasa, la formation d'Arc-en-ciel du quartier Livulu dans la commune

de Lemba menait par un but à zéro à l'AC Rangers, lorsque les supporters de Rangers ont pénétré sur l'aire de jeu ont passé à tabac l'arbitre de la partie et ses deux assis-

tants. La Ligue de football de Kinshasa (Lifkin) qui organise le tour préliminaire de la Coupe du Congo pour le compte de la Fédération congolaise de football association

(Fécofa) a donc infligé un forfait à l'AC Rangers dont les supporters à l'origine de l'arrêt de la partie à dix minutes du coup de sifflet final.

La finale oppose, le 24 mars, au stade Tata-Raphaël de la Kethule de Ryhoven l'AS Dragons -qui se présente en favori- à la formation d'Arc-en-ciel, club évoluant en division inférieure, dans une entente urbaine de football de Kinshasa. Le vainqueur des préliminaires de Kinshasa va représenter la ville de Kinshasa à la phase des poules de la Coupe du Congo de football. L'on rappelle que la 49^e édition de cette compétition nationale a été remportée par un club de Kinshasa, le FC MK de l'homme d'affaires Max Mokey Nzangi, qui a goûté sa première expérience africaine, a été éliminé en seizièmes de finale de la 11^e édition de la Coupe de la Confédération.

Martin Enyimo

DCMP

Sit-in des supporters devant l'Hôtel du gouvernement provincial

Décidément, le Daring Club Motema Pembe n'est pas sorti de l'ornière de l'insidieuse crise qui le mine. Une centaine des supporters du club a effectué, le 18 mars, un sit-in à l'Hôtel du gouvernement provincial de Kinshasa sur l'avenue Colonel-Ebeya dans la commune de Gombe, entonnant des chants et brandissant des écrits que l'on pouvait lire : « Toboyi Tshimanga, Paul (Kasembele) na Taureau », « Max na Tshimanga wapi DCMP société ? », etc.

Les supporters clamaient qu'ils étaient venus répondre à un rendez-vous que le ministre provincial en charge des Sports, Godard Motema, leur a fixé. Ils avaient déjà marché pour protester contre l'élection récemment de Vidye Tshimanga au poste de président de coordination du club. Ils ne comptent donc pas stopper des manifestations, estimant que l'équipe appartient aux supporters. Ils déclarent que l'ancien président Antoine Musanganya, et l'Évêque Pascal Mukuna -aujourd'hui administrateurs au sein du club- avaient obtenu à titre définitif des joueurs. Mais le comité élu en août 2013 à Bibwa dans la banlieue de Kinshasa, avec Max Mayaka comme président et Vidye Tshimanga comme président de la section football, a commencé à transférer des joueurs, les cas de Kisombe, Kodi et Galdys Bokese. Ce comité, ont-ils ajouté, n'aurait pas réussi à recaser Deo Kanda, ancien joueur du DCMP et de Mazembe récemment revenu de Raja de Casablanca en Tunisie et qui vient de signer dans V.Club,



Supporters du DCMP devant l'Hôtel du gouvernement provincial sur l'avenue Colonel-Ebeya à Gombe

le rival de toujours.

Parmi d'autres griefs des supporters à l'endroit de Vidye Tshimanga, il y aurait la mauvaise gestion financière du club; alors que le club disposerait d'un compte bancaire, affirment ces supporters courroucés devant l'Hôtel du gouvernement provincial, Vidye Tshimanga n'y verserait pas les différents revenus du club (dividendes issus d'une marque sur le maillot du club et les recettes des entraînements du club). Ces supporters n'avaient qu'un seul leitmotiv le mardi : la mise à l'écart de tous ces dirigeants y compris Me Taureau Ngombe Baseko, membre de la Co-fondation du club qui a tendue sa main à Tshimanga en guise de soutien. L'équipe, exigent-ils, doit revenir aux supporters.

Une délégation des supporters a remis au ministre provincial, Godard Motemona, le mémo conte-

nant leurs desiderata. Ce dernier a indiqué que les billets des joueurs qui doivent se déplacer à Bukavu pour affronter Muungano en 13^e journée du championnat national de football (Division 1) seront remis au staff technique, et au capitaine Bobo Ungenda qui va représenter les joueurs. Comme pour signifier que le comité de coordination du club ne va pas gérer le voyage du club au Sud-Kivu. La crise au sein du club perdure depuis plusieurs années et affecte durement la prestation de l'équipe dans les compétitions nationales. Certains supporters pensent déjà à l'implosion du club en deux, avec d'un côté Imana et de l'autre le DCMP, comme ce fut le cas de Dragons de Kinshasa qui a en face de lui Bilima, ou encore Inter de Milan fondé par les dissidents du Milan AC en mars 1908.

M.E.

SPORT ET JUSTICE

La Fédération de judo porte plainte contre le COC

Le président de la Fédération nationale congolaise de judo (Fénacoju), Francis Bimwala, a déclaré le 13 mars, au cours d'une conférence de presse, qu'il a mis en application sa menace d'ester en justice contre le Comité olympique congolais (COC) pour usurpation du pouvoir.

C'est une première dans l'univers sportif congolais qu'une fédération sportive, forte de son personnalité juridique, traduise en juste l'instance nationale olympique en justice. Francis Bimwala avait fait part de ces menaces le 8 mars déjà devant la presse. Ce jour-là, il affirmait que le ministre des Sports, Banza Mukalay, l'avait reçu en audience et agréé le comité exécutif élu en décembre 2013 à Goma au cours d'une assemblée générale extraordinaire électorale, en marge du championnat national de Judo. Francis Bimwala avait même indiqué que le ministre des Sports venait de prendre connaissance de la lettre du président de la Fédération internationale de judo, Marius Vizer, demandant de stopper la confusion entretenue au sein du judo congolais « Dès cet instant, le ministre de tutelle a signé la correspondance adressée à son collègue le ministre délégué aux Finances en vue de l'exonération d'un lot de judokas et tacitement à agréer le comité exécutif de la Fénacoju en annulant toutes les mesures de gel contre notre fédération », ajoutait le président de la Fénacoju.

Le conflit entre la Fénacoju et le COC résulte de l'initiative de l'institution olympique nationale de mettre en place une commission ad hoc chargée de régler les conflits au sein de trois fédérations sportives, notamment les Fédérations de judo, du karaté et d'athlétisme. Soutenu par l'administration des Sports, le COC

avait donc rejeté les élections organisées à Goma par la Fénacoju parce qu'étant non conformes à ses statuts et à l'absence des représentants de l'administration des Sports, du COC et de la Fédération au sein de la commission électorale. Par ailleurs, la Fénacoju, en tant qu'ASBL, devrait organiser ces élections à Kinshasa où est domicilié son siège social. « La Fénacoju avait, conformément aux prescrits de ses statuts (articles 38 et 39), adressé des correspondances à l'administration des sports et au COC pour requérir l'envoi de leurs délégués respectifs en vue de participer à l'organisation de l'assemblée générale ordinaire, statutaire et extraordinaire électorale. Indifférence, absence injustifiée et fin de non-recevoir; telles ont été leurs réactions. Dès notre retour de Goma, le COC s'est manifestement accordé le luxe de concocter une commission chargée de conciliation des litiges... », a rétorqué Francis Bimwala.

Rappelons que la Fénacoju couve dans une crise intestinale qui ne dit pas son nom depuis plusieurs mois. Même au sein du comité, il y avait division jusqu'à l'organisation des élections à Goma en décembre 2013. Et Francis Bimwala, élu depuis 2005 à la tête du judo congolais, a rempilé, au terme d'un scrutin contesté par une importante frange du monde du judo congolais. « C'est un peu par défi qu'il se maintient à la tête de la Fénacoju et nous avons voulu réconcilier les parties en conflit, mais le président Bimwala n'a répondu présent à aucune de nos réunions de conciliation au sein de la commission ad hoc », a-t-on laissé entendre du côté du COC. L'on attend toujours voir l'issue de ce conflit entre désormais la Fénacoju et le COC.

M.E.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Lutter contre la déliquescence de la langue française en Afrique

La Journée internationale de la francophonie sera célébrée ce 20 mars par toute la communauté francophone du monde. À cette occasion, il sied de s'interroger sur l'invasion des néologismes qui menace la pureté de la langue française.

Plusieurs activités festives et intellectuelles sont prévues dans le cadre de cette Journée. Parmi les événements programmés dans le monde, on peut citer la Semaine de la langue française et de la francophonie qui se déroule dans les différents Instituts français du monde mais aussi des rencontres avec des auteurs, des ateliers d'écriture et de lecture, sans oublier le concours de mots et la dictée. Toutes ces activités ont pour but de fêter la langue française en lui manifestant notre attachement et en célébrant sa richesse et sa diversité.

Seulement, la langue française - qui a, de par le monde, près de 220 millions de locuteurs - connaît de nos jours, une déliquescence en Afrique en général et au Congo en particulier. À l'école comme dans la rue, le français, jadis langue de référence par excellence, subit des invasions dues à sa mauvaise utilisation. Les mots sont souvent sortis de leur contexte. Les expressions dites de la rue, sont utilisées de façon désordonnée et de nom-



Des jeunes scolaires consultant une bibliothèque mobile au quartier Mpaka dans le 6e arrondissement Ngoyo Crédit photo Adiac

breux mots tendent à disparaître du langage médian, avalés sans cesse par un barbarisme asphyxiant. Ces néologismes prisés par le public majoritairement juvénile semblent prendre le dessus sur le formalisme linguistique et normatif.

Les jeunes hommes, les partisans du rythme Rnb et du Rap par exemple, ont inventé un langage

et des expressions faits de mots d'emprunt teintés d'argot. Ceux-ci rencontrent l'assentiment du public qui les accepte, au grand dam des puristes de la langue bien parlée. Certes, ce langage, par moment trivial, enrichit la langue française mais a contrario, il est un danger pour les jeunes quand ils en font usage à l'école mais aussi quand la société

l'adopte maladroitement.

« Célébrons la francophonie de vivre ensemble, d'être au monde et de concevoir le monde. Parce que la francophonie, c'est d'abord la volonté de dire non ! Non aux aspects les plus néfastes de la mondialisation, une mondialisation oublieuse de l'homme, de sa dignité, de ses droits les plus élémentaires,

faute d'éthique, de régulations, de volontarisme. Non aux inégalités économiques, sanitaires, éducatives, numériques toujours marquées. Non aux conflits oubliés, aux populations civiles, singulièrement les femmes, abandonnées aux exactions les plus viles. Non à l'impunité et l'immunité des auteurs de crimes contre l'humanité. Non à l'uniformisation culturelle et linguistique qui menace le patrimoine intellectuel et la création mondiale, mais aussi la démocratie internationale. Non au relativisme culturel qui défie l'universalité des droits de l'homme et menace la paix », a déclaré dans son message annuel, Abdou Diouf, Secrétaire général de la francophonie. La Journée internationale de la francophonie est célébrée le 20 mars en souvenir de la signature, le 20 mars 1970, du traité portant création de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), première institution intergouvernementale de la francophonie devenue en 1998, Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF). L'agence est l'opérateur principal de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

Hervé Brice Mampouya

JEUNE CHAMBRE INTERNATIONALE CONGO

La poursuite du projet de réhabilitation des tableaux noirs dans les écoles

C'est le CEG Antoine Bantoud qui a été choisi pour bénéficier cette année de ce projet intitulé « Un tableau noir pour une école » de la Jeune Chambre internationale (JCI) Congo bien après les écoles primaires Alexis Kouanga Makosso et Jean Félix Tchicaya effectué en 2012 et 2013.

Au total 16 tableaux dont 12 dans les salles de classe et 4 sur les murs des bâtiments ont été réhabilités. Pour se rendre compte de la qualité et du niveau de travail, une délégation de la JCI Congo réunissant les quatre organisations locales membres (JCI Pointe-Noire centre, Victory, Fraternité et Prestige), conduite par Djibrilla Maïga Ali Zourkaleini, vice-président de la JCI en séjour à Pointe-Noire, a visité le CEG le 14 mars. La visite s'est déroulée en présence de Jean Louis Bantoud, directeur de cabinet du préfet, qui s'avère être le fils de feu Antoine Bantoud, enseignant émérite dont le CEG porte le nom, et de Jean Tchivika, directeur départemental de la jeunesse.

Dégageant l'intérêt de son séjour et du projet, Djibrilla Maïga Ali Zourkaleini a expliqué : « Depuis un certain temps, la JCI a décidé de réorienter ses activités. Elle vise à relier tous les secteurs de la

société pour créer un impact positif. Nous essayons de motiver nos membres de Pointe-Noire à travers les 4 organisations locales. Par ailleurs, le projet réhabilitation des tableaux a été initié pour permettre aux élèves d'étudier dans de bonnes conditions et d'atteindre leur objectif. »

De même, la visite a permis de se rendre compte du bon déroulement des activités menées concernant la réhabilitation des tableaux. Pierre Madingou, directeur des études du collège qui a servi de guide a dit sa satisfaction « L'élève a deux cahiers, celui qu'il met dans son sac, et celui qui leur est commun, donc le tableau. Mais lorsque ce cahier commun est revu de sorte que la craie glisse dessus et que l'élève qui est au fond lise sans difficultés cela est une véritable satisfaction pour l'enfant, l'enseignant et pour les responsables de l'école que nous sommes ». Cette satisfaction a été aussi exprimée par Jean Tchivika : « Je suis content que la JCI au niveau des autorités à l'extérieur aient pensé au Congo et à la ville de Pointe-Noire en envoyant leur vice-président en ce début d'année 2014, pour voir ce qu'ils doivent faire. Nous sommes conscients des difficultés de ces jeunes qui n'ont que



L'un des responsables de la JCI répondant aux questions de la presse

leur engagement et leur dévouement à essayer d'apporter leur touche là il faut. »

La JCI Congo entend poursuivre ce projet lancé depuis 2012 comme l'a rassuré Tchiam Boumba, président de la JCI Fraternité. « Nous menons ce projet toutes les années. Chaque année, nous ciblons une école qui en bénéficie. Nous réalisons nos actions en fonction de nos disponibilités et nous comptons toujours mener ce

projet qui nous tient à cœur. » Établissement très cosmopolite, le CEG Antoine Bantoud est une vieille école « presque africaine » qui a formé de nombreux cadres nationaux et étrangers. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui ont fait que le choix de la JCI Congo soit porté sur elle, a confié Jean Louis Bantoud. Pour lui, cette organisation intègre la vision du chef de l'État qui a décrété l'année 2014 année de l'éducation : « 2014 c'est

la deuxième année consacrée à l'éducation après 2013. Ces œuvres de la JCI vont donner un plus à la jeunesse congolaise pour qu'elle puisse participer à l'émergence du Congo. Ce sont des actions que nous devons toujours soutenir. » Outre les trois écoles ciblées au niveau de Pointe-Noire, la JCI Congo a aussi réhabilité les tableaux du CETM et du grand lycée de Nkayi (département de la Bouenza).

Lucie Prisca Condhet

VIE DES PARTIS

Le Pct Pointe-Noire commémore le 37^e anniversaire de la mort de son fondateur Marien Ngouabi

La cérémonie de commémoration a eu lieu le mardi 18 mars à la case du Parti congolais du travail (Pct), située dans le deuxième arrondissement Mvou-Mvou. C'était en présence de Victor Foudi, président de la fédération du Pct à Pointe-Noire accompagné des membres de ce parti venus du district de Tchiamba-Nzassi.



Victor Foudi déposant la gerbe de fleur sur la stèle portant l'effigie de Marien Ngouabi à la case du Pct

« Dans l'unité, la cohésion et la discipline réaffirmons notre attachement aux idéaux du Pct », c'est le thème de cette journée commémorative.

Sur l'importance de cette journée, Philippe Erudit M'boumba, membre du conseil fédéral et président de la section 410 du Pct dans le quatrième arrondissement Loandjili a souligné que c'est pour honorer la mémoire du président-fondateur de ce parti, Marien Ngouabi, que le peuple congolais en général et le Pct en particulier commémorent chaque

année cette triste date anniversaire mais mémorable. « 18 mars 1977, 18 mars 2014, voici 37 ans jour pour jour que le camarade Marien Ngouabi, président fondateur du Pct, nous quittait, suite à un lâche assassinat, perpétré par les ennemis de la République », a-t-il signifié.

C'est exactement à 14 heures 30 minutes, l'heure marquant l'assassinat de Marien Ngouabi qu'une gerbe de fleurs avait été déposée sur la stèle érigée en sa mémoire à Pointe-Noire par Victor Foudi.

Séverin Ibara

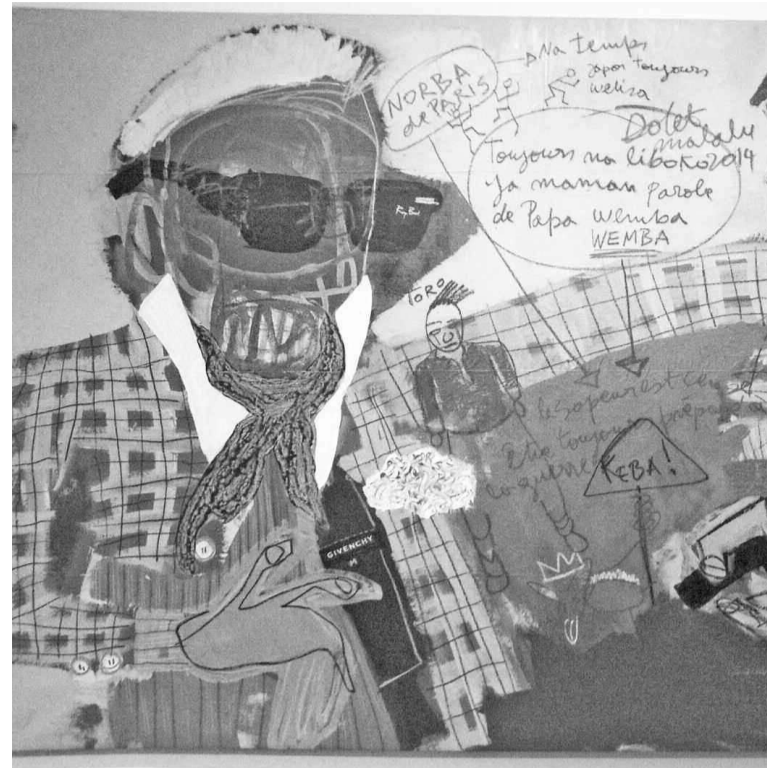
PEINTURE

La Sape s'exprime à travers les toiles

L'artiste peintre Dolet Malalu expose, du 19 mars au 26 avril, à l'Institut français (IFC) de Pointe-Noire sur le thème « Carpe Diem ». Le vernissage s'est déroulé le 18 mars dans le hall des expositions.

Originaire de la République démocratique du Congo, Dolet Malalu, comme tous les jeunes de son âge, a toujours été fasciné par l'art vestimentaire, une véritable religion pour les jeunes des deux rives du fleuve Congo. Dénommé « religion kitendi » ou « Sape » (Société des ambianceurs et personnes élégantes), ce mode de vie revendique sa place aux côtés des autres beaux-arts tels que les arts visuels, scéniques ou plastiques. Pour marquer son adhésion à ce nouvel art de vivre, il a décidé de peindre ses toiles en s'inspirant de ce mouvement juvénile qui a connu son apogée dans les années 1980 et continue à faire des émules de par le monde. De son pinceau, il immortalise les frasques, faits et gestes des sapeurs dans Formule ya religion kitendi, Hall-stars Bajaponais, Na peya yango temps, Idéologie molokai, etc. Une véritable « re-visitation » de l'art contemporain par un artiste peintre adepte de la frime et des fringues.

« L'art d'Andy Warhol est aujourd'hui internationalement reconnu [...]. Il en est de même pour la Sapologie, ou religion kitendi, autrefois populaire, et gagnant aujourd'hui la reconnaissance des milieux académiques. La Sape est un art à part entière, au même titre que tous les beaux-arts, ou arts plas-



Une toile de Dolet Malalu

tiques, scéniques, visuels et autres », explique Dolet Malalu.

Son style est libertaire et imaginaire. C'est une nouvelle approche de l'art pictural qui utilise les matériaux courants (acrylique et collage sur toile).

Dolet Malalu promène aussi son regard sur la société en donnant la prépondérance dans ses toiles à l'homme dans toute sa dimension. Selon lui, son art ressemble à un repas lourd et copieux, appelé couramment nsakia madeso (mélange de haricot et de saka-saka), très apprécié par les gourmets des deux Congo. « Bon appétit ! », s'est-il exclamé en conviant les visiteurs à admirer ses œuvres peu après la présentation de Franck

Patillot, directeur de l'IFC de Pointe-Noire.

Dolet Malalu est né à Kinshasa, en République démocratique du Congo. Après ses études littéraires en latin et en philosophie, il décide en 2000 de se consacrer à l'art graphique à l'Académie des beaux-arts de Kinshasa. C'est en 2002 qu'il obtient sa première résidence d'artiste entre Kinshasa et Nantes, à l'Institut français de Kinshasa. Il expose la même année avec l'artiste français Fabien Verschaere. Il abandonne finalement les arts graphiques et la peinture en 2003 pour se consacrer au dessin. En 2012, il devient membre du collectif Kisalu nkia mboté.

Hervé Brice Mampouya

HANDBALL

Les équipes retrouvent le terrain une année après

La ligue de handball vient de mettre fin à la trêve qui aura duré une année. Les handballeurs de Pointe-Noire retrouvent le terrain le 23 mars, au stade des Cheminots grâce au tournoi de mise en jambe qu'organise ladite ligue.



Un extrait du match Asoc-Munisport Junior (photo d'archives)

Onze équipes senior et junior dans les deux versions participeront à ce premier tournoi de mise en jambe qui se déroulera en une seule journée avec six rencontres. L'offre a été présentée à toutes les équipes pour leur permettre de mettre en condition les joueurs après un long repos.

Il faut dire que certaines équipes de Pointe-Noire n'ont plus participé à une seule compétition depuis le championnat départemental, en mars 2013. D'autres équipes seniors, notamment celles qui ont pris part au championnat national à Brazzaville en septembre der-

nier, ont passé six mois sans activité.

Mais malgré cette opportunité donnée aux équipes par le nouveau bureau exécutif de la ligue récemment élu, les équipes n'ayant pas encore repris les entraînements ont décliné l'offre.

Par ailleurs, le président de la ligue, Roger Houvitiha, a annoncé l'organisation d'un autre tournoi et d'une coupe juste après celui-ci pour inciter les joueurs à travailler en attendant le démarrage, le 12 mars, du championnat départemental.

Charlem Léa Légnoki

ORCHESTRE UNIVERSAL ZANGUL

Les anciens sociétaires en concert le 29 mars

Produits par le Groupe Fred Mamona, les anciens sociétaires de l'orchestre Universal Zangul seront réunis dans la ville océane pour livrer le samedi 29 mars au mess mixte de garnison, un concert souvenir intitulé « Tapis Rouge ».

Cet imminent concert se déroule quelques années après la scission du groupe Universal Zangul. Il s'agit là en fait d'un moment historique, car les anciens chanteurs et compositeurs de l'album « Tapis Rouge » vont renouer et vivre ensemble pour affronter le

public ponténégrin et lui proposer un spectacle riche en sons et en couleurs.

L'album Tapis Rouge est un produit du groupe Universal Zangul. Cet album a connu un succès énorme, faisant de cet orchestre l'un des plus grands groupes du pays. Malheureusement, ce succès ne durera pas car quelques années plus tard, le groupe a connu les départs de Rossène Yaourt, Typhoïde Tarzan, Yellowman, Kerson Sadam et d'autres qui ont créé un ensemble musical « Génération Universal ».

À nouveau réunis, ces musiciens vont donc recréer l'ambiance comme ils avaient l'habitude de la faire avec le groupe Universal Zangul. La rythmique du



La pochette de l'album Tapis rouge

rumba, de la salsa et du gwasuma incluse dans l'album Tapis Rouge ramènera ces derniers aux sonorités de leurs premières années, quelque part entre Pourquoi Papa tape Maman, Yahourt Love, Pépéro, Tout-à-coup, C'est fait déjà et les autres morceaux de l'album.

Pour les mélomanes congolais, ce concert sera un régal de musique dans toute sa dimension. « Quel plaisir de revoir tous ces artistes prester ensemble sur un même podium, entonnant Oxy-oxygène, Rossène Yahourt, Papi Bastin, Typhoïde Tarzan... Ils ont marqué l'histoire de notre pays à travers la musique », témoignent ceux qui attendent le jour j.

Hugues Prosper Mabonzo

BASKETBALL

Ibaka's Games au secours de la discipline

Les initiateurs du projet ont décidé de mettre tous les atouts de leur côté pour donner aux jeunes Congolais l'envie de pratiquer le basket et contribuer à sa vulgarisation en milieu scolaire.

La diaspora congolaise fait du renouveau du basket-ball national, l'une de ses priorités. Elle a décidé, en partenariat avec la Fondation ECAir et la Ligue Ile de France, de soutenir la Ligue de Brazzaville de basket-ball dans un ambitieux projet dénommé « Ibaka's Games ». Serge Ibaka, Nobel Bounou Colo et Giovane Oniangue ont décidé d'apporter à la Ligue de basket-ball de Brazzaville, leur concours multiforme notamment dans le domaine du sponsoring, par le choix des animateurs de ce camp, les donations en matériels pour une pratique du basket dans les écoles congolaises.

25 jeunes à former

Le premier acte de leur projet est la formation des jeunes animateurs qui veulent faire du métier de l'entraîneur leur carrière, et celle des jeunes joueurs. Vingt cinq jeunes, dont quinze de Brazzaville et dix de Pointe-Noire, sont concernés par la première phase de ce projet qui débute dès le 18

mars et durera huit jours. Il s'agit pour la plupart d'anciens basket-teurs qui ne peuvent plus jouer le haut niveau. La formation sera animée par Stéphane Roleé et Jean Philippe Guey, tous deux experts de la Ligue Ile de France de basket-ball. Les encadreurs de basket-ball formés participeront dès l'année prochaine à un programme de vulgarisation du basket dans le milieu scolaire. Ils seront en effet affectés dans différents établissements avec pour ambition d'être salariés sur une plateforme scolaire grâce à l'appui d'une entreprise. Le mois de juillet a été retenu pour la deuxième phase. Le programme prévoit un tournoi d'exhibition réunissant Serge Ibaka, Nobel Bounou Colo, Giovane Oniangue et leur amis, notamment les joueurs de NBA et ceux venus des grands championnats européens. Chaque équipe sera habillée aux couleurs d'une entreprise qui s'illustrera comme sponsor de la compétition.

«Ce projet est de nature exclusivement sportive et de la logique du programme de la Ligue de basket-ball de Brazzaville. C'est là que se situe la modeste ambition de cette Ligue de Brazzaville d'organiser des camps de formation pour encadreurs et aussi pour certains



Conférence de presse des Basketteurs

joueurs, afin de renforcer les capacités des structures en charge de l'éducation physique et sportive en milieu scolaire», s'est félicité, le 17 mars, le président de la Ligue de basket-ball de Brazzaville au cours de la conférence de presse présentant l'initiative visant à aider les jeunes à avancer dans leur parcours sportif.

D'autres ambitions

La formation des encadreurs qui donnent la connaissance aux jeunes va de pair avec la qualité et la quantité des installations sportives. Or, les établissements sco-

lares du pays manquent d'infrastructures. Le combat des organisateurs consiste, dans un premier temps, à chercher le financement pour la rénovation des terrains se trouvant au Square De Gaulle à Baongo où se déroulera le tournoi d'exhibition. Un bus social, qui traversera les dix villes du pays, est aussi à inscrire parmi leur œuvre sociale. Il assurera la dotation sportive et médicale.

La troisième phase de la formation interviendra en novembre. Notons que Serge Ibaka, l'initiateur du projet, est né à Brazzaville le 18 septembre 1989. Naturalisé

espagnol, il a gagné le titre de champion d'Europe et vice-champion Olympique avec l'Espagne. Il évolue actuellement à Thunder Oklahoma City en NBA. Créée l'an dernier, la Fondation ECAir qui soutient ce projet, travaille déjà en collaboration avec la Fédération nationale et aujourd'hui avec la Ligue de Brazzaville. Elle partage sa vision d'aider la jeunesse à s'épanouir à travers les différents projets de types éducatif, sportif, culturel et social, avec toutes les sociétés qui veulent adhérer.

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 1

Les raisons du réaménagement du programme de la 6^e journée

Le calendrier de la 6e journée du championnat national a subi des modifications en raison de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération congolaise de football qui se tiendra le 22 mars à Dolisie. Donc la veille même du match AC Léopards-Al Hilal comptant pour les huitièmes-de-finale de la Ligue africaine des champions.

Sur le papier, ces matchs ont été ramenés à mercredi et jeudi pour permettre à tous les délégués d'effectuer le déplacement de Dolisie, non seulement pour participer à l'assemblée générale ordinaire mais aussi pour soutenir l'unique représentant congolais encore resté en lice en compétition africaine. Cette assemblée générale approuvera les comptes annuels 2013 de la Fécofoot et procédera à l'élection des membres de la commission électorale et de la commission de recours des élections. Le programme du championnat a en effet pris un coup. Et l'on enregistre un nouveau report. Celui du match qui devrait opposer, le 23 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat, la Jeunesse sportive de Talangai à l'Athlétic club Léopards. Les raisons sont connues : les Fauves du Niari sont engagés ce week-end à la compétition africaine. Cette sixième journée

s'achève le 20 mars. Au stade Alphonse-Massamba-Débat, Tongo football club, mal en point depuis l'entame de la compétition (1 point), recevra l'AS Cheminots alors que Diables noirs tentera d'effacer l'humiliation subie le 16 mars face à Cara, en se mesurant à V-Club Mokanda. Pointe-Noire ne sera pas en marge puisque la ville accueillera les matchs Nico-Nicoyé-Saint-Michel de Ouenzé et La Mancha-Étoile du Congo.

Retour sur les premières rencontres

C'est le match Interclub-Cara qui a ouvert le bal de cette nouvelle journée le 19 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat. Les Aiglons, vainqueurs de Diables noirs 3-0, portaient avec les faveurs des pronostics face aux Militaires dominés par l'Étoile du Congo sur le même score. Au finish, c'est Interclub qui s'est imposé 2-1. En déplacement à Pointe-Noire, les Brazzavillois de Patronage Sainte-Anne sont allés arracher le point du match nul 1-1 devant l'Association sportive Ponténégrine. Dans l'autre rencontre de la journée, le FC Bilombé qui fait un début de saison exceptionnel (4 victoires en cinq sorties) a été accroché à domicile par le FC Kondzo de Brazzaville 0-0.

J.G.É.

VOLLEYBALL

Le club Espoir de Kinshasa s'inspire de la DGSP

La formation Kinois envisage restructurer son ossature dans le respect des catégories cadettes, juniors et seniors à l'image du club Brazzavillois, son partenaire.

«Pour le moment, le volley club Espoir n'a qu'une équipe des seniors en pléthore. (...) Nous avons donc intérêt à nous inspirer de l'expérience de la DGSP pour parvenir à la catégorisation », a déclaré le secrétaire général adjoint du club de RD Congo, Jean Paul Etobo, en précisant que ce serait-là une manière de toujours disposer d'une bonne ossature capable d'assurer la relève au cas où les seniors seraient au soir de leur carrière, en réforme ou encore indisponibles à cause des blessures. Le cas échéant, les pièces de rechange sont obligatoires. Or, la DGSP est en plein dans le respect de la catégorisation depuis sa création. C'est donc cette expérience que l'équipe de Brazzaville partagera en premier lieu avec son partenaire de Kinshasa. Puisque lors de la signature du protocole d'accord entre les deux formations le 15 février dernier, dans la ville capitale du Congo, ces équipes s'étaient engagées à promouvoir, entre autres, une assistance mutuelle notamment sur le plan sportif. L'objectif étant de faire avancer la cause du volleyball sur les deux rives du fleuve Congo.

«En nous inspirons de ce que fait la DGSP nous pouvons nous améliorer tout comme dans d'autres aspects notre partenaire peut tirer profit de notre expérience », a indiqué le secrétaire général adjoint du club Espoir.

D'ailleurs, c'est en respectant l'esprit et la lettre du principe d'échanges entre les deux clubs que la DGSP a invité Jean Paul Etobo au Tournoi Édith Lucie Bongo Ondimba qui s'est disputé du 8 au 13 mars à Oyo et Owando. Cette invitation est considérée comme le premier acte concret du protocole d'accord qui lie ces équipes de volleyball depuis un mois et quelques jours. Une manière pour la DGSP de faire le premier pas dans la mise en application des accords. Les responsables signataires du protocole, le président actif de la DGSP, le colonel Norbert Elion et le président du volley club Espoir, Christian Matata, n'avaient donc pas tort de se réjouir de l'aboutissement de ce partenariat.

L'intérêt du club Espoir de Kinshasa à suivre la DGSP

La politique de catégorisation que le club Kinois va adopter lui sera très profitable dans l'amélioration de ses performances dans diverses compétitions. Car, pour espérer se faire des médailles lors des tournois, il n'y a pas que le ta-

lent des athlètes qui compte mais aussi le nombre d'équipes alignées sur l'ensemble des catégories et des versions. Dans un championnat à plusieurs catégories, le club Espoir ne peut se présenter que chez les seniors. Si l'équipe est éliminée, tout espoir de faire le plein des médailles s'envole. Alors qu'il y a possibilité de remporter les trophées dans les catégories cadettes, juniors voire minimes si seulement l'équipe pouvait en disposer. C'est cette catégorisation qui, en partie, fait de la DGSP l'un des clubs les plus titrés du Congo après Inter club. Lors des championnats nationaux en 2012 l'équipe a fait le plein de médailles sur plusieurs catégories et versions au point d'occuper la première marche du podium cette année-là. Pareil en 2013 quand la DGSP a réédité l'exploit. Le club Espoir de Kinshasa en suivant cette voie verra, sans nul doute, son palmarès s'améliorer selon les catégories et les versions. Encore que le protocole de coopération entre cette équipe et la DGSP prévoit tant d'autres initiatives allant dans le sens du développement sportif des deux formations. Les échanges sur la catégorisation n'ont fait qu'ouvrir le bal. La mise en application des chapitres du contrat viendra avec le temps.

Rominique Nerpal Makaya